

**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**



**LE CONFLIT ARME COLOMBIEN : D'UNE ANALYSE DES INTERETS
GEOSTRATEGIQUES DANS LE DEPARTEMENT D'ARAUCA
A UNE VISION NATIONALE.**

**Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Jorge SEGURA
dans le cadre du séminaire « Géopolitique : Arcs des crises »**

Directeur : Monsieur Jean –François Daguzan

MARS 2004

Le conflit armé colombien : d'une analyse des intérêts géostratégiques dans le département d'Arauca à une vision nationale.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : EVOLUTION SPATIALE DU CONFLIT ARMÉ.

L'ELN et les FARC : Acteurs armés en expansion. ...

Evolution des groupes : la quête du territoire, ressource stratégique

**DEUXIEME PARTIE : CONFLITS D'INTERETS GEOPOLITIQUES ET
EVOLUTION DES GROUPES.....**

Une ressource énergétique en danger.

La lutte pour le contrôle du trafic de drogue

Evolution des groupes armés illégaux

TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DU GOUVERNEMENT ET RECOMMANDATIONS

Politique de sécurité dans la région d'Arauca et internationalisation du conflit.

Propositions dans le cadre de la politique de sécurité démocratique

INTRODUCTION

La Colombie est engagée dans un conflit armé qui dure depuis presque quarante ans. Elle a connu, au cours de la période récente, plus de 25 000 homicides par an, des centaines de massacres et plus de 3000 enlèvements. Ces actions ont été perpétrées par des groupes armés illégaux. Elles ont occasionné le déplacement, depuis 1985, de près de deux millions de personnes. L'économie de la drogue apparaît comme un élément essentiel dans les intérêts de ces groupes. La situation critique que connaît le pays ne laisse pas d'être, à bien des égards, paradoxale. Le système démocratique de la Colombie est chaque jour plus fort et plus solide. L'Etat colombien n'est pas un colapsed state. La Colombie se caractérise en effet aussi par une grande stabilité institutionnelle, une démocratie ancienne et le culte très ancré des règles juridiques. La Colombie n'a connu qu'un seul coup d'Etat civil-militaire en un siècle : des élections s'y sont déroulées à intervalles réguliers. Paradoxalement, la Colombie n'a jamais connu d'Etat autoritaire. Elle est un des rares pays latino-américains à y avoir échappé dans les années 1960-70. Malgré la domination exercée pendant un siècle et demi par deux partis politiques, il y a aujourd'hui de larges espaces politiques pour d'autres partis relevant de différentes idéologies. Cette année, un candidat communiste a par exemple remporté les élections pour la mairie de Bogotá.

La population comprend quarante deux millions de Colombiens, qui, dans leur grande majorité, se caractérisent par leur courage, leur ardeur au travail, et leur honnêteté. Des personnalités célèbres comme Rodolfo Llinás, un des scientifiques les plus importants de la NASA, Elkin Patarroyo, découvreur du vaccin contre la malaria, Gabriel Garcia Marquez, Prix Nobel de Littérature, ou Fernando Botero, peintre et sculpteur mondialement connu, sont les dignes représentants de la culture colombienne. En dépit de la terrible récession économique qu'a connue l'Amérique du Sud pendant la deuxième moitié du XX siècle et malgré ses déchirements internes, la Colombie a enregistré, et ce sur une longue période, une des économies les plus stables de la région, économie soutenue par une croissance sans à-coup. Le PIB a progressé de 3.5% en 2003, l'inflation a été maîtrisée à 6% avec une tendance à la baisse, le taux de chômage se situe autour de 13%. La Colombie s'affirme au niveau international comme : le premier producteur de café de haute qualité, l'unique pays d'Amérique du Sud donnant

à la fois sur l'océan atlantique et l'océan pacifique, le premier producteur de charbon et de fleurs du continent américain, le deuxième pays de ce continent par ses ressources hydrographiques, le quatrième par ses réserves de pétrole.

Cependant, comme la majorité des pays de la région, à partir des années 40, la Colombie a connu d'importants problèmes. Les inégalités sociales ont été très fortes, le clientélisme a freiné la construction d'un vrai sens civique dans la société, les partis ont recouru aux armes pour maintenir leur pouvoir et ont fait barrage, par toutes sortes de moyens, au surgissement d'autres forces politiques ou sociales, le recours aux états d'exception a été depuis érigé en règle¹. Ces difficultés, qui ont précédé et sans doute contribué à la gestation du conflit armé, sont pour l'essentiel revenues aujourd'hui à des niveaux pouvant être jugés comme plus acceptables.

Comment peut-on expliquer qu'un pays riche de tant de ressources se soit engagé dans un conflit aussi terrible et qui dure maintenant depuis près de quarante ans ? L'objectif de ce travail ne sera pas d'analyser le conflit colombien en tant que tel. En fait, plusieurs spécialistes ont déjà réalisé des études très complètes sur la période dite de la violencia (1946-1960) et l'actuel conflit colombien. Dans ce mémoire, on se concentrera plutôt sur une région de la Colombie : le département d'Arauca, qui présente des caractéristiques très particulières permettant de dégager une image précise, et transposable au niveau national, des réels intérêts animant les différents acteurs du conflit armé, des moyens dont ils usent pour atteindre leurs objectifs et des conséquences de leurs actions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Le département d'Arauca est en effet un de ceux où se concentrent, avec une forte intensité, la majorité des facteurs et des agents générateurs de violence². Localisé au nord-est du pays (voir carte N° 1.1, page 5), ce département est passé de la position de région oubliée à celle de préoccupation majeure pour l'actuel gouvernement. Il ressemble aujourd'hui à un véritable champ de bataille, avec, en raison de sa position

¹ Daniel PÉCAUT, « Guerre, processus de paix, polarisation politique », Problèmes d'Amérique Latine, n° 44, printemps 2002, p 8.

² Les facteurs générateurs de violence sont les principaux problèmes qui influencent directement l'actuel conflit colombien. Entre autres : la violence, le trafic de drogues et la corruption. Les agents générateurs de violence sont tous les groupes armés illégaux, lesquels se sont auto-désignés sous les noms de FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia), d'ELN (Ejército de Liberación Nacional), et d'AUC

géographique et des ressources énergétiques qu'il recèle, des conséquences non seulement pour la Colombie, mais également à l'extérieur du pays. Au plan national, la population civile est plus que jamais prise entre deux feux car c'est en la prenant pour cible et en la délogeant que les acteurs armés gagnent du terrain³. Le nombre des décès et des migrations liés à la violence durant ces dernières années dépasse déjà celui enregistré durant les trente années précédentes. L'actuelle politique de sécurité du président Álvaro Uribe Vélez rencontre, dans cette région d'Arauca, les plus grandes difficultés. Au plan international, ce conflit interne provoque des tensions à la frontière avec le Venezuela. Chaque groupe armé illégal cherche à tirer bénéfice de la situation avantageuse que lui offre cette zone frontalière. Par ailleurs, les Etats-Unis commencent à jouer un rôle important, apportant en particulier leur appui financier au Plan Colombia, qui représente l'axe stratégique principal du gouvernement colombien et qui a eu pour effet une diminution significative des cultures de coca. L'aggravation du conflit dans cette région d'Arauca menace certains intérêts géopolitiques des Etats Unis. Ce sont en effet essentiellement des entreprises américaines qui exploitent les ressources énergétiques de la région.

La situation dans laquelle s'est retrouvé ce département est liée à la lutte que mènent les différents groupes armés illégaux pour le contrôle des intérêts géopolitiques de la région, que chacun entend mettre au service de ses propres intérêts politiques, économiques et militaires. L'importance géostratégique que revêt le département d'Arauca est vitale pour l'avenir du pays, tant dans ses implications internes que dans ses répercussions sur le Venezuela voisin.

Le propos du présent mémoire est donc de répondre aux questions suivantes: quels sont les intérêts propres à chacun des groupes armés illégaux dans cette région ? De quelles manières tentent-ils d'en prendre le contrôle ? Que sont devenus aujourd'hui les FARC, l'ELN et les AUC ? La politique de sécurité mise en œuvre par le gouvernement est-elle suffisante ? Ce mémoire présentera également une série de propositions pouvant contribuer à une résolution définitive du conflit.

(Autodefensas Unidas de Colombia), ainsi que les réseaux de narcotrafiquants et les groupes liés à la délinquance commune.

³ Daniel PÉCAUT, Problèmes d'Amérique Latine p. 25.

Ce travail est organisé en trois parties. La première porte sur l'origine et l'évolution des groupes armés illégaux. Elle s'attache à présenter l'action de chacun de ces groupes dans le domaine social, politique, économique et militaire. En ce qui concerne le domaine social, on verra comment ces groupes armés illégaux ont imposé leur autorité sur le territoire. Pour le domaine politique, on montrera comment ils influencent et manipulent le gouvernement local, pénétrant à des degrés divers les structures administratives et politiques représentant l'Etat dans la région. Dans le domaine militaire, on présentera la manière dont chacun de ces groupes conduit ses opérations. Enfin, en ce qui concerne le volet économique, on observera les luttes d'intérêt des divers acteurs autour des infrastructures pétrolières et la véritable portée de ces actions sur le Venezuela, en particulier à travers l'incidence du Plan Colombia et des intérêts des Etats Unis dans la région. Les répercussions politiques, économiques et militaires des actions de ces groupes oeuvrant à la frontière entre la Colombie et le Venezuela seront donc envisagées tant au plan national qu'au niveau international. Dans une troisième partie, on analysera les stratégies mises en oeuvre par le gouvernement colombien dans la cadre de la politique de sécurité démocratique, et l'on se livrera à quelques recommandations afin de contribuer à fonder un modèle viable que le gouvernement pourrait appliquer à d'autres régions du pays. Ce mémoire vise en outre à constituer un apport académique aux Cours Interarmées de Défense.

Carte N° 1.1
Localisation géographique de la Colombie et du département d'Arauca
(élaboré à partir d'une source : Encarta)



PREMIERE PARTIE :
EVOLUTION SPATIALE DU CONFLIT ARMÉ

Pour comprendre la crise que traverse actuellement le département d'Arauca, il est nécessaire de prendre en compte l'évolution spatiale récente du conflit armé agitant la région. En effet, "Les guérillas ont élargi leur implantation géographique au fil des années"⁴. Au début des années quatre-vingt, l'ELN élit l'Arauca, en raison de la présence de pétrole sur ce territoire. Pendant cette même décennie, le mouvement des FARC était à peine naissant, sa croissance ne devenant manifeste qu'à partir de 1990, suite à l'application du plan conçu lors de la VIIème conférence nationale des FARC (en 1982). Quant au mouvement des Autodéfenses illégales, il n'entre en lutte pour le contrôle de cette région qu'à partir de septembre 2001.

11. L'ELN et les FARC : Acteurs armés en expansion.

L'évolution du problème connu en Colombie sous l'appellation de la *violencia* (1946-1960) constitue l'antécédent le plus important dans la gestation des groupes armés illégaux que sont les FARC et l'ELN. Comme le souligne Daniel Pécaut, "cette guerre civile menée sous l'égide des deux partis politiques, avec des aspects de guerre de religion, ponctuée par des atrocités qui évoquent celles de la guerre d'Espagne, en se soldant par un bilan de 200 000 morts, a tout fait basculer". Le même auteur ajoute : "Une telle expérience ne pouvait qu'inspirer après-coup un sentiment d'humiliation et de rage. Ayant fait ses premières armes dans ces années-là, un Manuel Marulanda Velez, le leader des FARC, n'a jamais manqué d'y faire référence pour justifier son combat"⁵. Cette gestation des groupes armés illégaux trouve également ses origines dans l'affrontement, au niveau mondial, entre démocratie libérale et communisme totalitaire. Le communisme allait offrir un drapeau idéologique à ces groupes armés.

Durant l'époque de la *violencia*, ces hommes, qui s'organiseront plus tard en véritable mouvement subversif, ont fait de la guérilla leur principal instrument de pression. C'est ainsi que des propriétaires fonciers, des paysans, des éleveurs, d'ex-

⁴ Daniel PÉCAUT, Problèmes d'Amérique Latine, n° 44, printemps 2002, p. 31. Dans cet article, l'auteur décrit l'évolution spatiale récente des guérillas sur le territoire colombien.

⁵ Daniel PÉCAUT, « Guerre, processus de paix, polarisation politique », p. 9.

policiers, nombre d'entre eux provenant d'autres régions du pays, se sont retrouvés associés, sans direction centrale, mais avec l'objectif d'étendre leur mouvement. L'un des résultats de la dynamique de l'époque de la Violencia, en réaction à l'hégémonie du gouvernement conservateur, est l'apparition, à l'Est du pays, de multiples groupes armés d'origine politique : le chef partisan Guadalupe Salcedo a trouvé ses appuis dans le département du Casanare, là où Eduardo Franc Isaza a également installé son quartier général⁶. L'action de la force publique dans cette région n'a pas pu être concluante.⁷

En 1953, le gouvernement du président Gustavo Rojas Pinilla prononce l'amnistie des guérilleros. Le mouvement partisan se disperse alors, ses hommes se retirant dans diverses communes du Casanare. Un désaccord à l'intérieur de ces groupes, certains partisans refusant de reconnaître l'amnistie et de rendre les armes, a pour conséquence le maintien de quelques petits groupes armés dans la région. Dans le bassin de l'Ariari, on assiste à la transformation de ces mouvements en groupes communistes qui vont bientôt intégrer les FARC. Par ailleurs, certains ex-combattants commencent à collaborer avec l'Armée.

Un autre élément déterminant, à la fin des années soixante, dans cette gestation de ces groupes de guérilla réside dans la stratégie internationale et nationale adoptée par les partis communistes de l'époque. La Colombie n'a pas échappé aux répercussions de la guerre froide⁸. À partir de 1970, les communistes adoptent comme stratégie la combinaison de toutes les formes de lutte pour atteindre leur objectif final, à savoir la prise du pouvoir⁹. La ferveur révolutionnaire qui s'est répandue depuis Cuba vers le continent a, en Colombie, contaminé la situation de crise nationale due à la violence de l'affrontement entre libéraux et conservateurs. Le mélange de ces deux éléments achève

⁶ Observatorio del Programa de Derechos Humanos y DIH de la Vicepresidencia de la Republica de Colombia, Panorama actual de Arauca y Casanare , Bogota ; junio 2002.

⁷ L'événement le plus célèbre de cette époque est l'embuscade du Turpial, dans laquelle sont morts 96 soldats.

⁸ Des événements tels que la décolonisation, la guerre du Vietnam, le conflit sino-soviétique et, surtout, l'affrontement Est-Ouest ont affecté les pays périphériques (par exemple la Colombie). Sur le continent américain, la révolution cubaine a été le symbole de cet affrontement Est-Ouest. La principale démonstration en aura été l'organisation, à La Havane, du 3 au 12 janvier 1966, de la Conférence dite Tricontinental, marquant la solidarité entre les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Cuba a alors annoncé publiquement sa décision de promouvoir la lutte des guérillas dans la région. La guerre contre l'impérialisme, en particulier américain, a été expressément déclarée. Voir Cesar Torres del Rio, Seguridad y Fuerzas Militares, « La Tricontinental y la Seguridad Colectiva »Bogotá ,1999, p.2.

de donner naissance à la guérilla en Colombie. L'offensive de l'armée, en 1964, dans la zone de Marquetalia (zone d'autodéfense communiste selon les termes de la guérilla), aura été l'événement fondateur pour les FARC, qui font partir de là leur histoire.

Le département d'Arauca connaît une pause jusqu'au début des années quatre-vingt¹⁰, époque qui coïncide avec l'importance croissante de l'économie pétrolière dans la région. En 1980, l'entreprise Exxon, qui n'avait pas encore découvert de gisements de pétrole importants dans les Llanos Orientales, découvre deux petits gisements dans les collines d'Arauca. Ces premiers gisements aux pieds de la cordillère orientale du pays, bien que d'exploitation coûteuse, semblent rendre prometteuse l'exploration du Piémont d'Arauca¹¹. En 1983, alors que 35 exploitations sont déjà en place, l'entreprise Occidental découvre le principal gisement dans le puits Caño Limon, près de la rivière Arauca, gisement d'une capacité de plus de 1000 millions de barils de pétrole¹². Au cours de cette même période, l'ELN fait son apparition dans la région, une quinzaine d'hommes s'étant réfugiés dans les forêts du Sarare, suite à une opération menée par l'Armée de Terre dans la région d'Antioquia (1974). Cette opération (Opération Anori) a pratiquement démantelé l'ELN, l'obligeant à se replier vers des zones plus sûres, départements du Cesar, du Norte de Santander et d'Arauca. Dans ce dernier département, se forme le Frente "Domingo Lain", du nom d'un prêtre espagnol, membre de l'ELN, ayant trouvé la mort lors d'une confrontation avec l'Armée de Terre quelques années auparavant.

⁹ Marta Harnecker, "Combinacion de todas las formas de lucha", Ed. Suramericana, Bogotá, 1988 p. 77, in *Una guerra irregular entre dos ideologias* de Diana Duque Gomez, Intermedio Editores, 1991, p. 120.

¹⁰ Selon un rapport de 1979, présenté devant le Congrès par le Ministère de la Défense et portant sur les départements colombiens où la guérilla est présente, l'Arauca n'est pas concerné. Cf. : General Luis Carlos Camacho Leyva, *La subversion ante las Fuerzas Armadas.. Intervención del Señor Ministro de Defensa ante la Honorable Cámara de Representantes* (Bogotá, 1979) ; Miguel Mateus Caile, *Huellas de una civilización* (Bogotá, 1989), p.163, in Diana Duque Gomez *Una guerra irregular entre dos ideologias*, p.51.

¹¹ Pour une histoire détaillée de l'exploitation du pétrole dans les Llanos Orientales, voir *Oil & Gas Journal*, avril 15, 1985, p.85,86, in : Andrés Peñate G, "Arauca : Politics and oil in a colombian province" M.Phil. Thesis in Latin American Studies, Universidad of Oxford St. Antony's College, 1991, p.34,35.

¹² La découverte de gisements de pétrole dans le département d'Arauca a été l'une des plus importantes de l'époque, tant au niveau national qu'international. L'entreprise OXY a pu dire : "After 40 years of nearly fruitless exploratory what once had been dismissed as a marginal petroleum province has become one of the hottest exploration plays in the world", en Andrés Peñate G, *Arauca : Politics and oil in a colombian province*. p.36.

De leur côté, les FARC vont faire leur apparition dans la région à partir de 1982. C'est la création du Front numéro 10, "Frente Guadalupe Salcedo", dans le cadre d'une stratégie de desdoblamiento de frentes (division des troupes) remplissant un objectif d'expansion et de croissance. À partir de 1985, l'exploitation de puits comme celui de Cravo Norte va se faire au profit des FARC. Rackets auprès des compagnies pétrolières, enlèvements de techniciens et actes de sabotage des installations : les mouvements subversifs, bien décidés à intervenir dans l'économie du pétrole, font monter la tension. Se trouvent ici confirmées les thèses économiques qui mettent en rapport la présence de ressources régionales et la confrontation armée.

À la fin des années quatre-vingt-dix, les FARC et l'ELN ont mené à bien le développement de leur stratégie en Arauca. Les FARC avec la création du "Minibloc Oriental" et une force de frappe de 600 hommes armés. L'ELN avec la consolidation du Front "Domingo Laín" et une force de frappe de 400 hommes armés¹³.

12. Evolution des groupes : la quête du territoire, ressource stratégique des acteurs.

La dynamique propre à ce conflit, et en particulier la volonté des divers groupes armés illégaux de s'assurer le contrôle sur tout ce qu'ils estimaient constituer une source de pouvoir politique ou économique au sein du territoire, a fait évoluer la stratégie adoptée à l'origine par chacun d'entre eux.

121. L'ELN, du clientélisme armé au financement déprédateur .

Le Sarare, ou piedmont d'Arauca, s'est révélé une région idéale pour le développement de l'ELN. Elle offre des conditions géographiques parfaites, en particulier de denses forêts permettant aux groupes armés de se camoufler. Sa population, souffrant des séquelles de la période de la violencia, s'est montrée un terrain sensible. Le frente Domingo Laín a pu profiter du grand mouvement social,

¹³ Source : interviews réalisées auprès d'ex-guerrilleros, dans la période 2001-2002.

ponctué de grèves dans toute la région, conduit par l'ANUC (Asociación Nacional de Usuarios Campesinos). Ajoutons à cela la prospérité due au pétrole et donc la présence d'infrastructures.

La stratégie développée par l'ELN dans la région comprenait deux volets : d'une part organiser le clientélisme armé, d'autre part se financer à partir du secteur pétrolier. La combinaison de ces deux éléments permettrait, non seulement dans la région mais aussi au niveau national, la résurgence du groupe subversif, que les opérations militaires menées par l'Etat, telles que l'opération Anori, avaient mené au bord de la disparition¹⁴.

Le premier volet stratégique, à savoir le clientélisme armé, consiste à chercher à obtenir l'appui de la population en faisant pression sur elle, puis à la contrôler politiquement afin d'influencer les décisions régionales. Cette stratégie, l'ELN l'a apprise des FARC au début des années 80. Les deux groupes se sont ainsi distribué les partis et leur potentiel électoral, les FARC s'assurant le contrôle des partis libéral et conservador pour constituer leur propre parti: La Union Patriótica (UP), et l'ELN obtenant le contrôle politique sur les partis politiques indépendants et sur les membres

¹⁴ On soulignera ici l'importance du travail effectué par les Forces Militaires Colombiennes pour contrecarrer l'action des groupes armés illégaux, à travers une stratégie élaborée très tôt et visant à résoudre le conflit armé. Conscientes du caractère politique de ce conflit (l'objectif permanent de la guérilla étant la prise du pouvoir), les Forces Militaires ont souhaité inscrire leur stratégie dans une approche globale du problème, impliquant tous les niveaux du pouvoir national, sous la direction du gouvernement. En dépit des recommandations et des initiatives de l'institution militaire, les différents gouvernements n'ont pas voulu accepter la responsabilité de la conduite de la stratégie nationale. En conséquence de quoi, l'action des Forces Militaires s'est retrouvée isolée, sans véritable appui ni des politiques, ni de la population. Une telle situation explique en grande partie pourquoi ce conflit armé dure depuis près de 40 ans. Cependant, la stratégie des Forces Militaires a pu déboucher sur des résultats significatifs, malheureusement uniquement sur le plan militaire. Au cours de l'étape de gestation du conflit (1948-1965), de grandes offensives furent organisées, telles que le Plan Lazo (avril 1962), le Plan Meteoro (mai 1964: il inclut l'opération Marquetalia), conduisant à la mort de près de 460 guérilleros. Au cours de la seconde étape du conflit (1965-2002), les Forces Armées ont réalisé des opérations importantes, telles que l'opération Anori (octobre 1973), l'opération Colombia (février 1992), l'opération Gato Negro (mars-avril 2001), l'opération Berlin (février 2002), ou l'opération Tierra de Honor TH (février-juin 2002). En 2001, on estimait à 28 896 le nombre des membres de groupes armés illégaux abattus par la Force Publique. Le résultat de ces opérations aura été un affaiblissement important de l'ELN, l'obligation pour le M19 de rendre les armes et d'intégrer la politique, le retour des membres de l'EPL (Ejército Popular de Liberación) dans la vie civile et politique. Quant aux FARC, elles n'ont pu atteindre leurs objectifs et ont été contraintes d'abandonner leur projet de guerre de mouvement et de se limiter aux tactiques de guérilla qui ont marqué l'étape de leur gestation au cours des années 60. Si ces résultats obtenus sur le seul plan militaire avaient pu être accompagnés de succès sur le plan politique et social, le panorama du conflit armé serait-il aujourd'hui le même? Pour plus d'information sur les plans et les opérations des Forces Armées, les résultats atteints, le nombre des soldats tombés au combat pour la démocratie, voir Manuel Jose Santos Pico El ejército en la guerra irregular de Colombia, Bogota ; Imprenta Fuerzas Militares, , septembre 2002.

des partis libéral et conservador qui n'avaient pas apporté leur appui aux FARC. La population locale n'avait pas d'autre moyen, pour survivre, que d'intégrer ces partis liés aux deux groupes armés¹⁵.

Le clientélisme armé, pour atteindre ses objectifs, recourt essentiellement à la tactique de la terreur. Elle a été utilisée de façon progressive, au fur et à mesure que se sont érodés les idéaux des groupes armés. Mais dès le début des années 80, elle faisait partie de l'arsenal tactique de l'ELN, qui commença à pratiquer des enlèvements d'éleveurs -colombiens et vénézuéliens- et à s'emparer de villages. Une des premières actions armées du "Frente Domingo Lain" aura été l'attaque contre la localité de Betoyes en 1981. Cette petite localité abritait une douzaine de policiers, dont la majorité fut tuée. A partir de ce jour, la population de cette région, comme dans toutes les régions où l'Etat et la société civile ne parviennent à apporter une réponse, s'est retrouvée soumise à l'ELN. Un rapport du gouvernement régional, en 1981, fait état des constatations suivantes :

« La paix, la tranquillité, l'esprit travailleur des paysans de bonne volonté, se trouvent en butte à des épisodes de violence générateurs d'inquiétude, causée par des attaques de forces subversives à l'encontre des populations de Fortoul et Betoyes, l'assassinat de deux soldats dans l'aéroport de Saravena, l'attaque de la Banque Ganadero à Tame, l'assassinat de Ciro Martinez et l'enlèvement du Dr Humberto Faillace. Des tracts incitant à la subversion circulent dans la région. La présence d'individus souvent armés et inconnus dans la région a également été signalée...La situation géographique de la région du Sarare, l'accès direct qu'elle offre aux premières pentes de la Cordillère Orientale, en fait une zone propice à l'accueil de groupes armés clandestins. »¹⁶

Néanmoins, l'ELN n'avait pas à l'origine une vision claire sur ces sujets. Ce sont les FARC qui vont bientôt lui apporter cette expérience, lui transmettant certaines

¹⁵ Andrés Peñate, « El sendero estrategico del ELN : del idealismo guevarista al clientelismo armado », in : Malcom Deas et Maria Victoria Llorente (comp), 1997. Reconocer la Guerra para Construir la Paz , Bogota ; CEREC, Uniandes, Grupo Editorial Norma, p.89. Cet ouvrage détaille les formes prises par le clientélisme armé des FARC et de l'ELN et la façon dont s'organise leur contrôle politique et économique sur la région d'Arauca.

¹⁶ Andrés Peñate, "El sendero estrategico del ELN : del idealismo guevarista al clientelismo armado", p.51.

connaissances lui permettant d'atteindre ses objectifs. Aussi, l'ELN commence-t-elle à obtenir d'importants résultats dès le milieu des années 80. Sur la carte n° 1.2 (page 13), on peut se rendre compte du nombre important d'actions violentes perpétrées contre la population civile et contre la force publique. On voit ici clairement que l'ELN a concentré la majorité de ses efforts, au niveau national, sur ce département d'Arauca et ses limites avec le département de Santander.

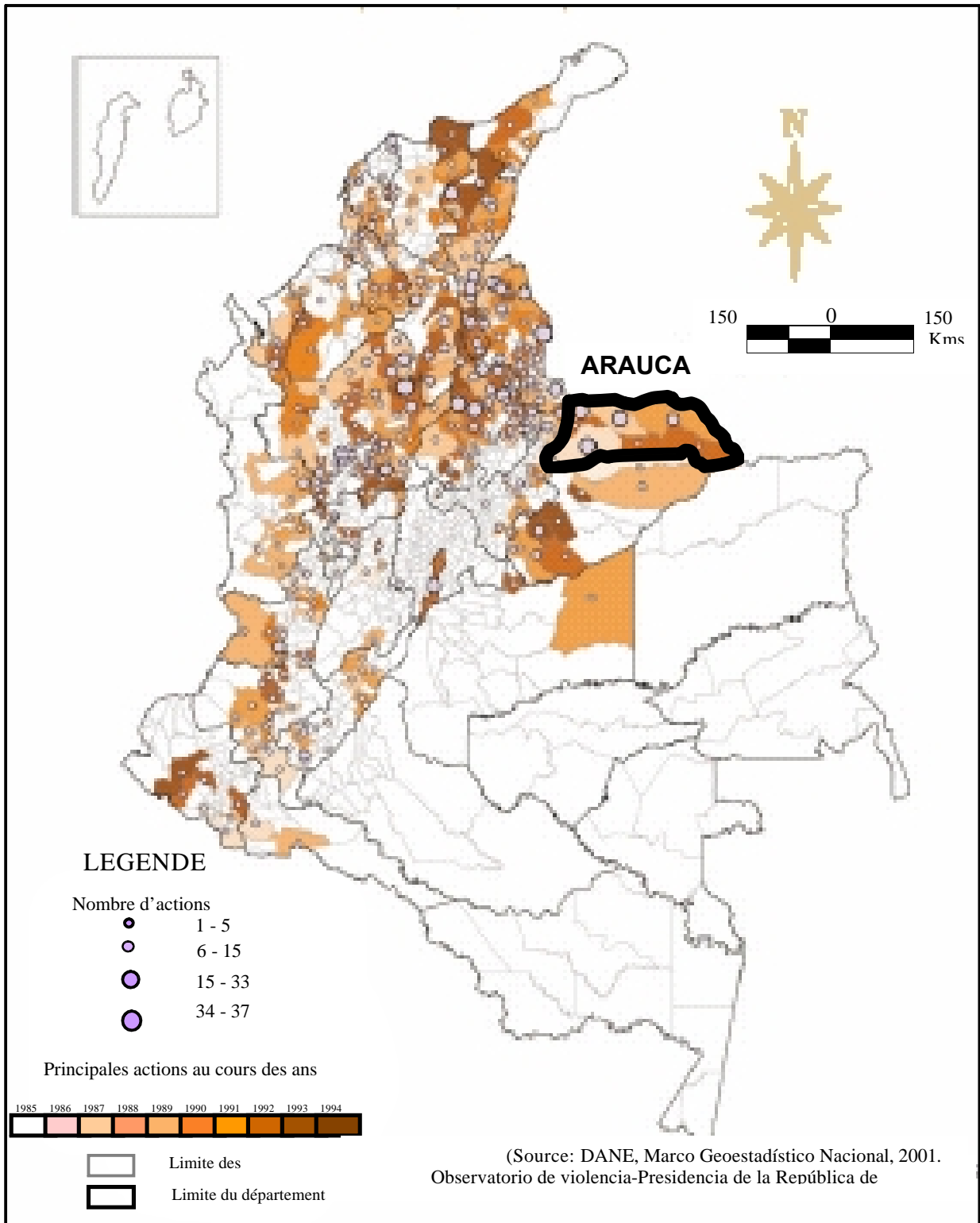
Le deuxième volet de la stratégie de l'ELN consiste donc à imposer sa terreur aux compagnies pétrolières, dans le cadre, en particulier, de la construction de l'oléoduc devant relier le puits de Caño Limon, dans le département d'Arauca, au port de Coveñas sur la côte caraïbe. À la fin de 1984, alors que la construction de cet oléoduc dure depuis trois mois, l'ELN attaque les installations de l'entreprise Mannesmann AG en charge du chantier. Quatre employés sont assassinés, quatre autres kidnappés. Ils ne seront libérés qu'après le paiement d'une grosse rançon.¹⁷

Dans le graphique n° 1 (page 14), on voit que la croissance de l'ELN s'est effectuée essentiellement entre 1982 et 1986. Cette époque marque à la fois la prospérité du pétrole dans le département d'Arauca et la renaissance de l'ELN au niveau national, qui a alors crû d'environ 1100%. Cette renaissance n'est cependant pas due uniquement au groupe d'Arauca. La croissance spectaculaire de cette organisation pourrait également être une des conséquences de la politique de paix imposée par le président Belisario Betancour¹⁸.

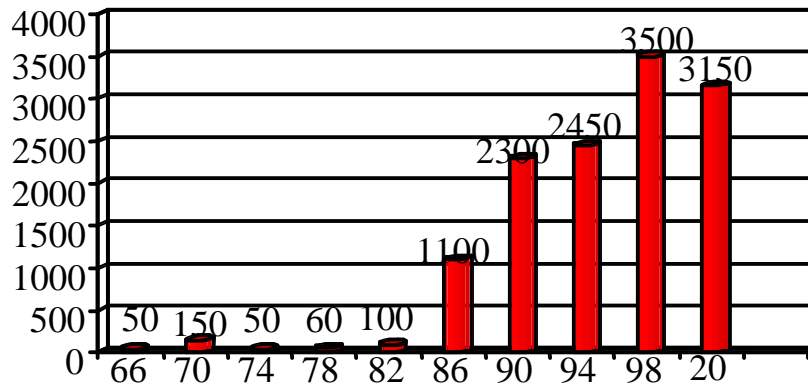
¹⁷ Andres Peñate, "El sendero estrategico del 'ELN : del idealismo guevarista al clientelismo armado", p.39.

¹⁸ Ce n'est pas le lieu d'analyser l'incidence qu'ont pu avoir les pourparlers de paix entre le gouvernement colombien et les différents groupes de guérilla sur le renforcement de ces derniers. Cependant, on peut noter que, durant les deux principales phases de tractations pour la paix menées par le gouvernement colombien (Belisario Betancour 1982 – 1984 et Andrés Pastrana 1998 – 2002), les groupes subversifs n'ont fait qu'accroître leur importance (voir graphique n°1 page 14 et n°2 page 21), tandis que le conflit ne faisait que s'intensifier.

Carte 1.2 Distribution spatiale des actions violentes effectuées par l'ELN pendant la période 1985-1994.



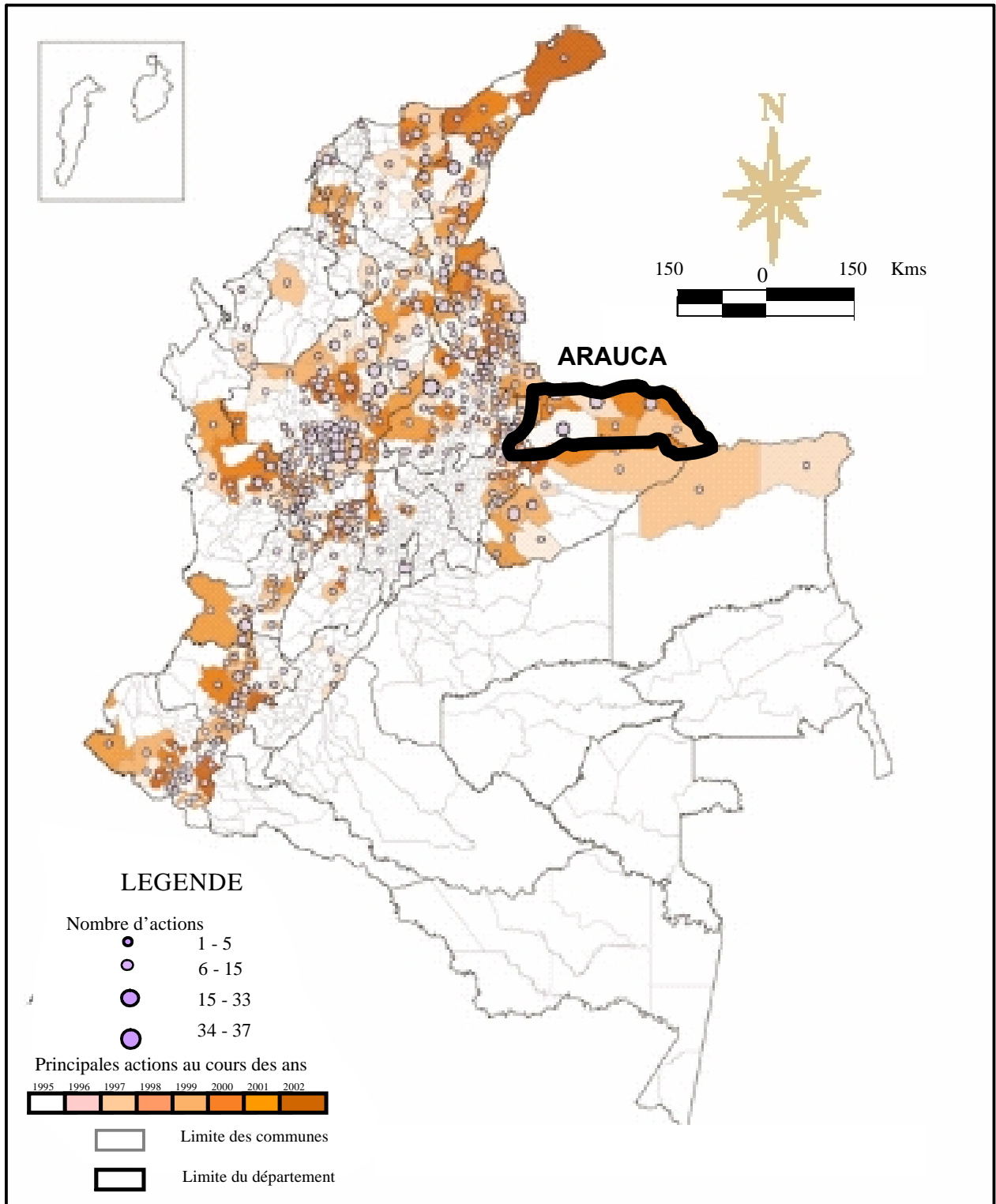
Graphique No. 1
 Evolution de l'ELN (1966 – 2000)
 (Source : Etat Major des Armées)



En 1995 s'est déroulée la 14^e séance plénière de l'ELN au cours de laquelle il a été décidé d'intégrer les divers détachements et compagnies dans une "force militaire de secteur" sans abandonner les territoires préalablement consolidés. Cette décision supposait la disparition progressive des "fronts de guerre", afin de consolider les secteurs mentionnés et de structurer une armée révolutionnaire visant la prise du pouvoir. C'est ainsi que les fronts Domingo Laín (Arauca), José David Suárez (Casanare) et Libertadores (Boyacá) se sont regroupés pour constituer le secteur ABC. L'ELN a entretenu une activité importante dans l'ensemble du département d'Arauca entre 1994 et 1996, les actions armées ayant continué à s'intensifier dans la région

Dans le graphique n°1, on voit également comment L'ELN a commencé à décliner à partir de 1998. A partir de cette même année, les actions violentes du groupe ont diminué dans le département d'Arauca en même temps que des actions à plus petite échelle se multipliaient vers le nord et le sud du pays. Il peut y avoir plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, à partir du milieu des années 90, le développement atteint par l'ELN dans le département d'Arauca est tel qu'il lui permet de se déployer dans plusieurs parties du pays, comme on peut l'observer dans la carte n° 1.3 (page 15). Ensuite, le Front Domingo Laín s'est sans doute trouvé contraint d'envoyer des renforts au Comando Central (COCE) de l'organisation, afin de participer à la défense contre les opérations

Carte 1.3 Distribution spatiale des actions violentes effectuées par l'ELN pendant la période 1995-2002.



(Source: DANE, Marco Geoestadístico Nacional, 2001.
Observatorio de violencia-Presidencia de la República de Colombia)

militaires lancées par le gouvernement.¹⁹. Ajoutons que les Autodéfenses illégales avaient également lancé une forte offensive contre le COCE. Le frente Domingo Larín s'est bientôt retrouvé affaibli, demandant à son tour un appui auprès du COCE.²⁰. C'est ainsi que l'entrée dans le XXIème siècle a été marquée, pour l'ELN du département d'Arauca, par une forte réduction de ses effectifs. Lors des différents combats menés par l'Armée de Terre, en 2001 et 2002, contre les forces de l'ELN, celle-ci a semblé traverser une crise : des hommes de troupe très jeunes, mal vêtus, peu motivés, un armement peu ou mal entretenu, des désertions à l'accroissement significatif (une vingtaine de guérilleros se sont rendus à la Brigade No. 18 de l'Armée de Terre²¹). L'organisation manque de ressources, contrainte de recourir, malgré le coût politique de telles actions, à des extorsions contre les paysans.

Si l'on note, durant cette période, un certain déclin de l'ELN dans cette région, par contre les actions terroristes vont croissantes, cherchant à pallier le manque de pouvoir militaire. Les groupes subversifs terrorisent la population civile en vue de maintenir le contrôle sur elles et de récupérer leur influence sur le pouvoir. À partir de là, mines antipersonnel non conventionnelles, voitures piégées, ou vélos ou autres objets, voire animaux piégés, sont devenus les outils quotidiens de l'ELN, affectant directement la population de la région. Ces trois dernières années ont fait de l'ELN un des tout premiers coupables au regard du Droit International Humanitaire (DIH).

122. Les FARC, un acteur en expansion.

Les FARC ont fait leur apparition dans le département d'Arauca à la fin des années soixante-dix²². Ce groupe a ouvert là un nouveau noyau d'expansion et d'influence sur l'extrémité nord de la cordillère orientale et sur la frontière avec le Venezuela, noyau qui, durant les années suivantes, lui a servi de base pour se développer de manière considérable au niveau national, particulièrement dans l'Est du

¹⁹ En 2000, la Quinta División de l'Armée de Terre a développé de nombreuses opérations militaires contre le COCE. Ces opérations ont été arrêtées à la demande du gouvernement dans le cadre des « pourparlers de paix ».

²⁰ Source : Interview en mars 2002 d'un paysan de la région.

²¹ Cf. Informe Operacional Batallón de Ingenieros No. 18 Navas Pardo (2001-2002).

²² En 1980, les FARC ont pris la localité de Fortul, en annonçant l'apparition du front 10 "Guadalupe Salcedo"

pays. Lors de la septième Conférence des FARC, en 1982, fut définie la stratégie suivante : installer le centre de déploiement de l'organisation dans ce complexe montagneux de la cordillère orientale et unir l'Équateur et le Venezuela par une chaîne de fronts (Voir carte n° 1.4, page 18).

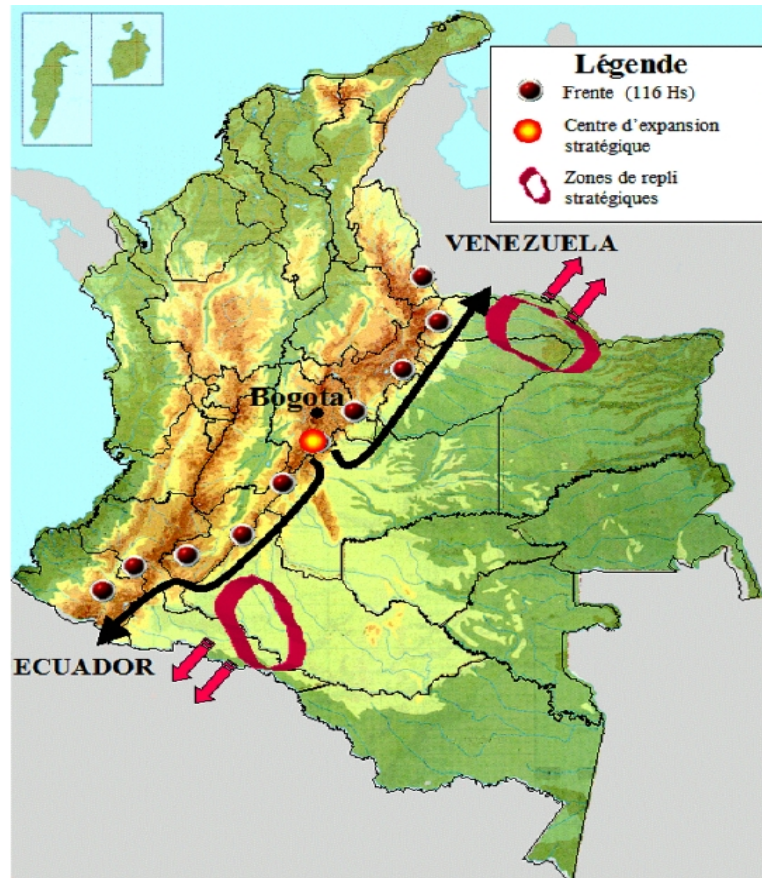
Les FARC relient alors leurs fronts du département de Casanare avec ceux du département d'Arauca. Ils commencent ainsi à réaliser des actions de manière coordonnée sous la forme d'un "Mini-Bloc". Pour comprendre l'organisation des FARC, voir le tableau n°1 :

Tableau N° 1
Organisation des FARC²³
Elaboré sur la base du Manuel des FARC

ORGANISATION	EFFECTIF	COMPOSITION et TYPES D'ACTION
Unités tactiques de combat UTC	3	
Escouade	8-9	2 à 3 UTCs
Guérilla	24	3 escouades
Compagnie	56	2 guérillas
Colonne	112	2 compagnies. Organisation temporaire pour mener des actions de combat.
Frente	112 - 150	De 2 à 3 compagnies. Elles demeurent dans une région déterminée.
Minibloques	200 - 300	50 hommes pour chaque Frente. Les départements d'Arauca, Boyaca et Santander rassemblent les Frentes n°10, 16, 28, 38, 45 et 56, pour un total de 300 hommes, formant le Minibloque Oriental. Ces groupes mènent des actions contre les municipalités et les représentants de la Force Publique.
Bloques	300-500	Réunit tous les Frentes d'une région. Le Frente oriental rassemble les frentes localisés dans les Llanos orientales (départements: Arauca, Casanare, Meta, Guainia, Vaupez Vichada, Amazonas, Caqueta et Putumayo)

²³ L'ELN et les Autodéfenses suivent des principes d'organisation similaires. Pour l'ELN les minibloques et bloques reçoivent le nom de « Frentes de Guerra ». Les Autodéfenses sont plus proches de l'organisation de l'Armée de Terre.

Carte N° 1.4
Zones d'expansion et de repli des FARC
Elaboré à partir du "Libro Negro de las FARC"



Les FARC ont également étendu leur présence à des communes limitrophes du département d'Arauca, telles que Hato Corozal et Paz de Ariporo. Malgré les difficultés rencontrées par les FARC dans les années qui ont suivi, leur présence a fini par couvrir une bonne partie des communes du département d'Arauca et tout le piedmont du Casanare. La Huitième Conférence des FARC a défini comme axes stratégiques d'une part la consolidation du dispositif mis en place dans la cordillère orientale, d'autre part l'organisation d'actions dans des zones d'importance économique pouvant apporter des ressources à l'organisation, par exemple dans le département d'Arauca. A donc été lancée une action militaire d'envergure, avec des opérations menées à grande échelle, couvrant de vastes zones à l'Est et au Sud du pays.

Si, de son côté, l'ELN pratique des actions terroristes contre les infrastructures pétrolières et contre la population civile, en attaquant les municipalités, les FARC se sont dédiées au «Trabajo de Masas»²⁴, forme de clientélisme armé en zone rurale. Toute personne habitant la région se retrouve à devoir appartenir à une organisation subversive. Le paysan n'a le choix qu'entre intégrer le mouvement subversif ou abandonner pour toujours ses terres et la région, sous peine de représailles. Beaucoup de propriétaires fonciers et de paysans aisés ont donc quitté la région. Les autres n'ont souvent pas eu d'autres solutions que de coexister avec les groupes subversifs.

Les actions des FARC avaient pour objectif de créer une base d'appui populaire au niveau local et régional qui leur permettrait de déclarer l'existence d'une « Zone Libérée»²⁵. Une telle zone leur permettrait de recevoir une reconnaissance internationale de la part de gouvernements amis. Elle se transformerait finalement en une vraie arme en vue de faire face à l'Armée et de prendre le contrôle sur toute la Colombie²⁶. Au début des années 80, les FARC et l'ELN s'accordaient sur l'objectif politique d'imposer un régime socialiste dans le pays. Mais contrairement à l'ELN, les FARC ont choisi pour stratégie la combinaison de toutes les formes de lutte. Elles recourent à la pression armée pour organiser ou manipuler des grèves, pour exercer un contrôle sur les communes, pour appuyer des actions d'invasion de terrains et elles contrôlent des candidats aux élections, toutes formes d'action plus importantes que d'attaquer un poste de police. Dans leur objectif stratégique de gagner l'appui de la population local, les FARC ont découvert les avantages du clientélisme armé. S'inspirant de Mao Tse Toung, Andrés Peñate écrit que le poisson a trouvé la manière d'acheter l'eau en utilisant les ressources publiques²⁷.

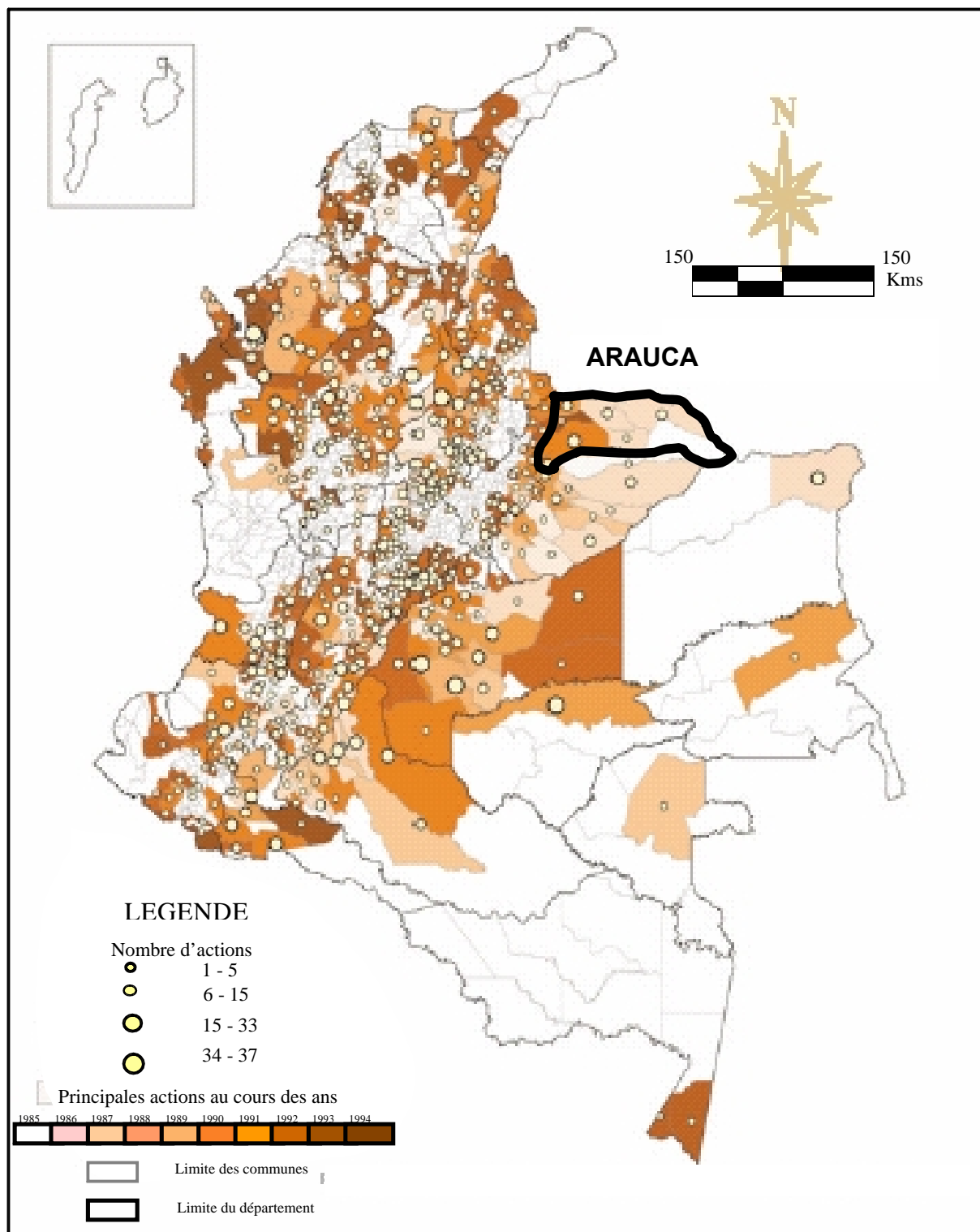
²⁴ Le trabajo de masas consiste à endoctriner la population civile dans l'idéologie communiste. Les FARC, au départ unies avec le Parti Communiste, ont tiré de nombreux enseignements de cette pratique. Cf. Informe Nacional de Desarrollo Humano, El conflicto, Callejón con Salida, Colombia ; PNDH, 2003, p. 27.

²⁵ Durant les années 1997-1999, on a appris que le Mono Jojoy, chef militaire des FARC, considérait l'Arauca comme la première Zone Libérée par le groupe subversif. Source : interviews réalisées auprès d'ex-guerrilleros, pendant l'année 2000.

²⁶ Andrés Peñate, "El sendero estrategico del 'ELN : del idealismo guevarista al clientelismo armado", p.85.

²⁷ Andrés Peñate, "El sendero estrategico del ELN : del idealismo guevarista al clientelismo armado", p. 85 et 87.

Carte 1.5 Distribution spatiale des actions violentes effectuées par les FARC, pendant la période 1985-1994.

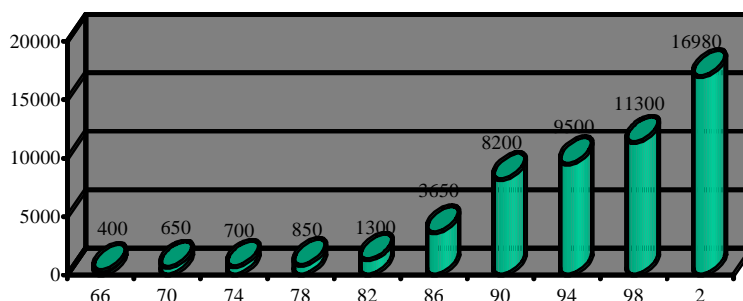


(Source: DANE, Marco Geostadístico Nacional, 2001.
Observatorio de violencia-Presidencia de la República de Colombia)

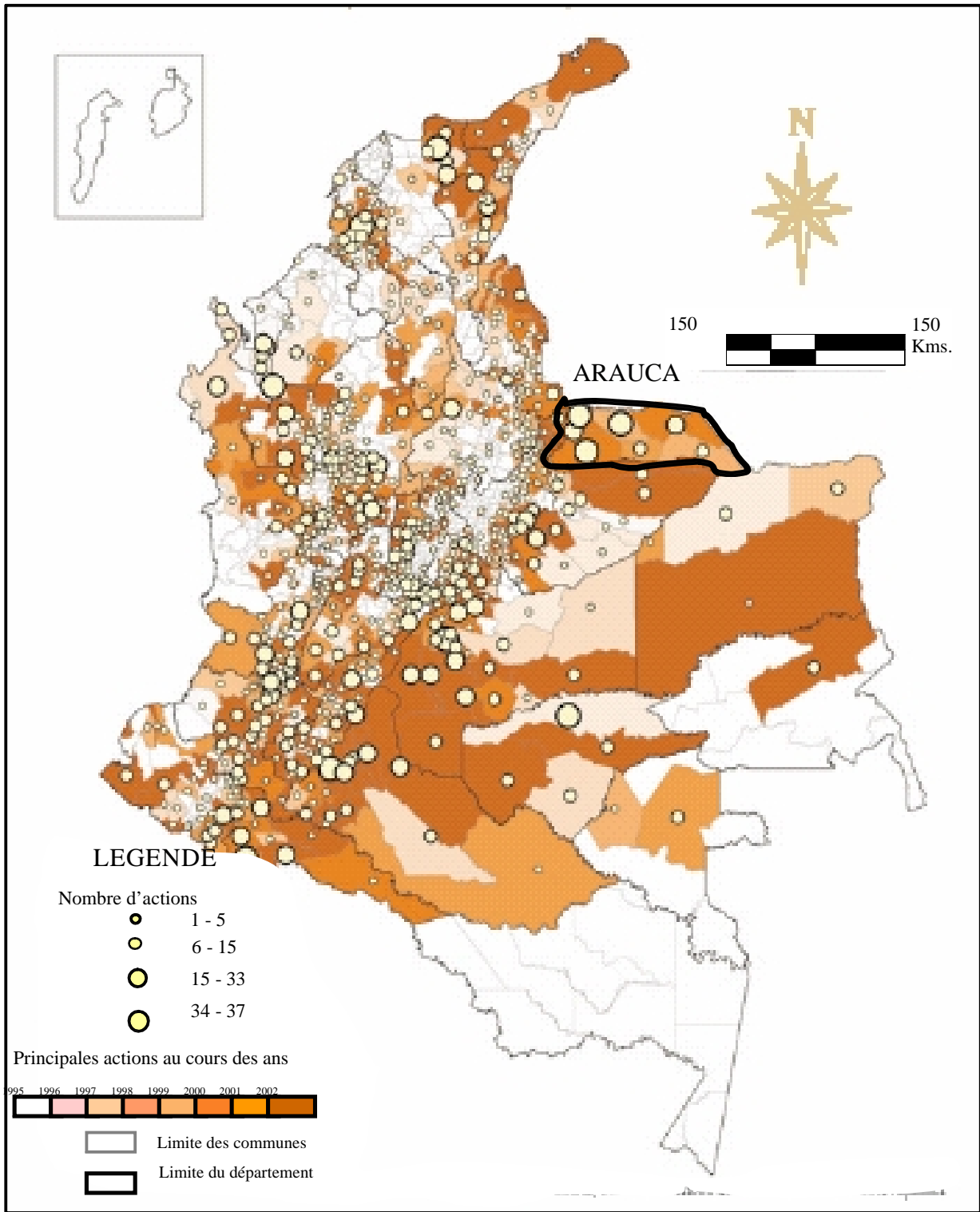
Les statistiques montrent que jusqu'en 1998 c'est l'ELN qui est la plus active dans le département d'Arauca, sous forme d'embuscades et d'attaques dirigées contre les installations pétrolières, en particulier contre l'oléoduc Caño Limon - Coveñas. Entre 1998 et 2001 au contraire, les actions des FARC prennent le dessus, même si l'ELN continue à concentrer ses actions contre les infrastructures pétrolières. Voir carte 1.5 (page 20).

Comment les FARC sont-elle parvenues à prendre le pas sur l'ELN, groupe clandestin puissant dans cette région et qui l'avait occupée en premier ? Il apparaît, d'une part, que l'importance des interventions des Forces Armées (voir par exemple l'opération Anori) a produit un recul, au niveau national, de l'ELN. Les différents groupes guérilleros avaient planifié une possible prise du pouvoir pour le début des années 90. Grâce au professionnalisme des Forces Armées, ils n'ont pu atteindre leurs objectifs. D'autre part, les FARC ont crû ostensiblement au niveau national comme on peut le voir dans le graphique n° 2. Cette croissance est due à l'alliance de cette organisation avec le trafic de drogues, point sur lequel nous reviendrons en seconde partie de ce travail. Dans la région d'Arauca, les FARC, comme on peut le constater dans le carte n° 1.6 (page 22), ont eu la même croissance. Elles y sont alors devenues la première force illégale et ont imposé leurs conditions à l'ELN. De graves confrontations ont eu lieu entre les deux groupes armés.

Graphique N° 2
Evolution des FARC (1966 – 2002)
(Source : Etat Major Des Armées)



Carte 1.6 Distribution spatiale des actions violentes effectuées par les FARC, pendant la période 1995-2002.

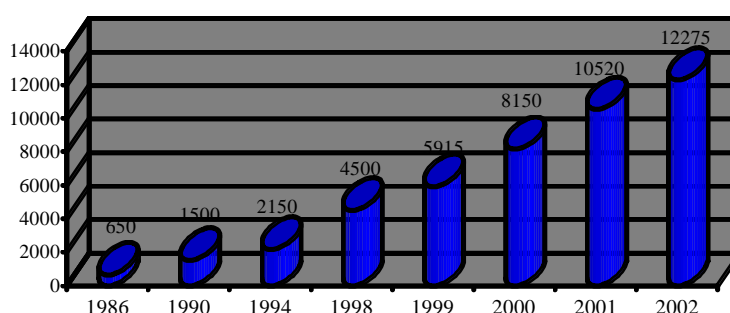


(Source: DANE, Marco Geoestadístico Nacional, 2001. Observatorio de violencia-Presidencia de la República de Colombia)

123. Les AUC entrent dans le conflit.

Le Ministère de la Défense a commencé à parler de grupos ilegales de autodefensa (las Autodefensas²⁸) en 1986, quand 93 hommes armés furent répertoriés comme faisant partie de cette organisation, présente essentiellement dans la partie centrale du pays (le Magdalena Medio). Depuis cette époque, le nombre de ces groupes s'est renforcé (voir graphique n° 3). Ils ont acquis capacité stratégique et capacité de coordination. Ils exercent une influence politique et géographique²⁹. Ces groupes naissent à partir de 1986 pour deux raisons principales : il s'agit d'une part de répondre à l'existence des groupes de guérilla, d'autre part de pallier la faiblesse du gouvernement en matière de politique de sécurité des populations.

Graphique N° 3
Croissance des Groupes d'Autodéfense 1982-2002
Source : Etat Major des Armées, 2002



Cependant ces groupes ont des origines bien distinctes. Quelques uns sont composés de paysans qui se sont organisés pour se défendre de la guérilla et cherchent simplement à assurer leur sécurité. D'autres sont organisés comme « empresarios de la

²⁸ Nous emploierons ici le terme d'« Autodéfenses » pour désigner les groupes armés illégaux combattant la guérilla. Il existe toute une polémique concernant la différence entre « Autodéfenses » et « Paramilitaires ». Certains intellectuels et journalistes désignent comme « Autodéfenses » des groupes organisés pour se défendre de la guérilla et comme « Paramilitaires » des groupes organisés à la fois pour réaliser des opérations contre la guérilla dans leur région et aussi pour conquérir un pouvoir national. D'autres voix, dont celle des Forces Armées, désignent sous le nom d'« Autodéfenses » des groupes qui combattent la guérilla, et se refusent à parler de « Paramilitaires », terme qui renvoie à un groupe organisé comme une armée. On notera que la guérilla utilise ce terme pour essayer de compromettre les Forces Armées.

²⁹ Mauricio Romero, Paramilitares y autodefensas 1982-2003. Bogotá ; Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, IEPRI, Planeta Colombiana, S.A., 2003, , p.24.

coerción »³⁰. Ces mafias proposant ou imposant leurs services poursuivent des objectifs économiques et comptent parmi elles des narcotrafiquants, quelques éleveurs de bétail et autres chefs d'entreprises rurales cherchant à assurer leur propre sécurité.

C'est entre 1994 et 2002 que ces groupes ont connu leur plus grande croissance (voir graphique n°3, page précédente). Durant cette période, ces groupes, dispersés dans tout le pays, se sont organisés. En 1994 naissent les « Autodefensas Campesinas de Cordova y Uraba » (ACCU), localisées au Nord-Est du pays. En 1997 se créent les « Autodefensas Unidas de Colombia » (AUC), sous le commandement de Carlos Castaño³¹. Ce mouvement regroupe la majorité des Groupes d'Autodéfense et se donne comme objectif de les organiser, au niveau national, en vue de lutter contre la guérilla.

En 2001, après quelques tentatives lors des années précédentes, les Autodéfenses prennent pied dans la région d'Arauca, passant d'Hato Corozal et Paz d'Ariporo, communes du département du Casanare, vers la zone rurale de Tame, au sud d'Arauca. Des confrontations armées avec les FARC ont eu lieu dans cette zone, confirmant ces données.

Les Autodéfenses adoptent également la stratégie de la terreur pour accomplir leurs objectifs. Elles vont assassiner des députés de la région: Octavio Sarmiento³² dans la zone de Tame et Alfredo Colmenares à Bogota pendant le second semestre 2001, ou encore des dirigeants politiques ou des leaders populaires accusés de collaborer avec les forces de la subversion.

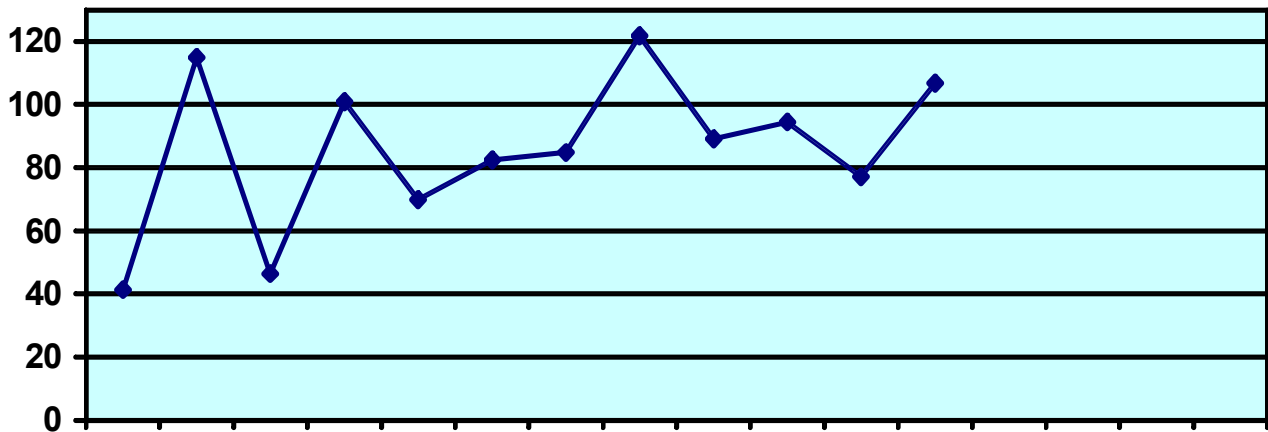
Les chiffres fournis par la Policia Nacional montrent que le taux d'homicides dans la région d'Arauca (107 pour 100.000 habitants) a presque toujours dépassé la moyenne nationale (voir graphique n° 4, page suivante).

³⁰ Mauricio Romero, Paramilitares y autodefensas 1982-2003, p.24

³¹ Mauricio Romero, Paramilitares y autodefensas 1982-2003, pp. 25 et 26.

³² La mort d'Octavio Sarmiento, personnalité très connue dans la population, représentant de la Union Patriótica, parti de gauche, accusé par les AUC d'être un collaborateur très important pour la guérilla, eut un fort retentissement.

Graphique N° 4
Taux des homicides entre 1990 et 2001
Source : Sala de Estrategia Nacional, Observatorio de
violencia-Presidencia de la República de Colombia



Dans ce département, les zones de Saravena, d'Araucita et de Cravo Nord enregistrent les plus forts taux d'homicides (près de 200 pour 100.000 habitants en 1997). Taux dus à l'action des guérillas ainsi, dans une moindre mesure, qu'à celle des groupes d'autodéfenses. De 1998 à 2000, ces chiffres vont diminuer, avant de repartir à la hausse en 2001. Depuis le milieu de l'année 2001, les communes les plus touchées ont été celles de Tame et de Puerto Rondón³³.

Cette situation, surtout dans la zone de Tame, correspond aux incursions des Autodéfenses, spécialement intenses à la fin 2001, ainsi qu'aux réponses des guérillas. Les statistiques dont nous disposons concernant les morts suite à des actions de la guérilla, des Autodéfenses ou d'autres structures organisées confirment cette interprétation. Si entre 1990 et 1996, dans la zone de Tame, la moyenne de ces meurtres était de 30 par an, entre 1997 et 2000 ce chiffre est passé à 60 par an. Le chiffre de 2001, qui a été de 127 homicides, double à son tour les moyennes précédentes.

En ce qui concerne les effectifs des Autodéfenses dans la région, ils sont estimés par les services de renseignements de l'Armée de Terre à 400 personnes. Le tableau n° 2 et la carte n° 1.7 (page suivante) nous renseignent sur les effectifs des groupes illégaux en Arauca ainsi que sur la forme de ces organisations.

Tableau N° 2
 Organisation des groupes armés illégaux en Arauca
 Elaboré sur la base d'interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros et d'ex-membres des
 Autodéfenses

Groupe illégal	Organisation	Effectifs	Localisation générale
FARC	Frente 10	150	Pueblo Nuevo, Betoyes,
	Frente 28	60*	La Cabuya, Sacama
	Frente 45	54*	Las Malvinas
	Columna Movil	115	Flor Amarillo
ELN	Compañía Simacota	250	La Holanda, Puente Tabla, Las Malvinas
Autodéfenses	Structures	400	El Plato, Cravo Norte
Total		1029	

- Les Frente 28 et 45 ont également des effectifs agissant dans d'autres départements.

Carte 1.7
 Localisation générale des groupes armés illégaux
 (Elaboré sur la base d'interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros et d'ex-membres des
 Autodéfenses)



DEUXIEME PARTIE :

CONFLITS D'INTERETS GEOPOLITIQUES ET EVOLUTION DES GROUPES ARMES ILLEGAUX.

Certains conflits d'intérêts entre groupes armés illégaux et groupes de narcotrafiquants, conflits négligés par le gouvernement central, sont apparus, ces dernières années, comme le produit du surgissement de nouveaux acteurs dans la région. Il s'agira pour nous d'expliquer ici les principaux intérêts à l'œuvre dans la région et les objectifs poursuivis par chacun de ces groupes.

21. Une ressource énergétique en danger

Au début des années quatre-vingt, on découvre dans le département d'Arauca, les gisements de pétrole les plus grands de l'histoire de notre pays. Deux cent mille tonneaux de brut vont être extraits chaque jour, équivalent au tiers des exportations de brut colombien. Certains économistes estiment que Cañon Limon (le puits le plus important dans la région) a joué un tel rôle qu'il a permis à la Colombie d'éviter le déficit de sa balance budgétaire. On estime aussi que le pétrole d'Arauca a contribué de façon significative à la réduction du déficit du secteur public. Ces facteurs ont permis de maintenir l'inflation dans une marge raisonnable³⁴. L'exploitation du campo Caño Limón a rapporté 20 millions de dollars au pays, ce qui équivaut à 1.5% du PIB. Ce 2^{ème} champ pétrolifère colombien produit actuellement 120.000 barils par jour³⁵. Le campo de Caño Limón, situé dans le Nord-Est du département d'Arauca (voir carte N° 2.1, page 28), est le plus grand champ pétrolifère à l'Ouest de l'Amérique latine. Sa production se répartit de la façon suivante : 35% à l'entreprise américaine Occidental Petroleum Corp (NYS. OXY), ce qui représente 5% de sa production mondiale, 50 % à

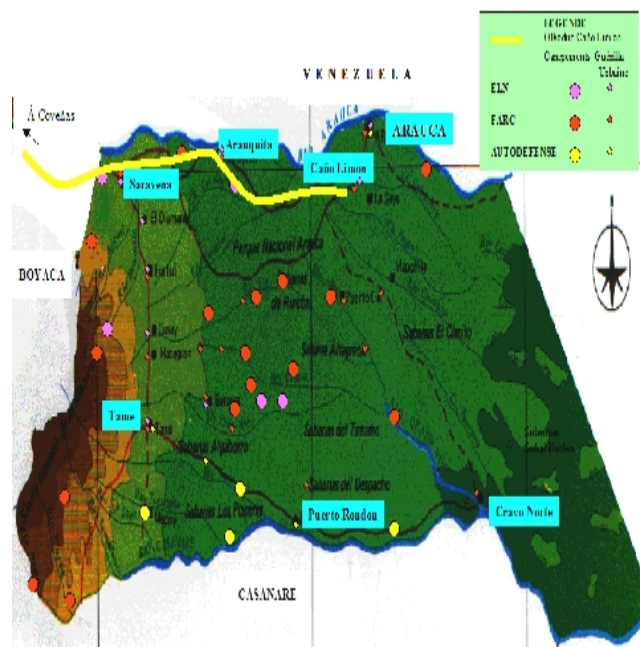
³⁴ Guillermo Perry Rubio, « El petroleo en la economia colombiana », Conyuntura Economica, mai 1989, in Andres Peñate, Arauca : Politics and oil in a colombian province" p.36.

³⁵ Centro de Noticias del Estado, www.presidencia.gov.co, 15 juillet 2003.

l'entreprise colombienne Ecopetrol et les 15% restants à l'entreprise argentine Repsol (MCE.REP).³⁶

Carte 2.1
Localisation oléoduc Caño Limon et localisation GAI

(Elaboré sur la base d'interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros et d'ex-membres des Autodéfenses)



Comme pour tout pays, les gisements de pétrole revêtent une importance primordiale pour la Colombie. Le fait que la majorité des gisements pétroliers de la région d'Arauca se trouvent à la frontière avec le Venezuela préoccupe tant le gouvernement Colombien que les entreprises pétrolières. Ces gisements sont en fait communs aux sous-sols des deux pays. En toute logique, tout arrêt de l'extraction du côté colombien, suite à un acte terroriste, se fait au profit du Venezuela. Ces gisements doivent donc être exploités de façon continue et toute atteinte aux infrastructures équivaut à de grandes pertes pour le pays et les entreprises exploitantes.

³⁶ Source: Agence Reuters 14 mars 2001.

Les trois groupes armés illégaux (FARC, ELN et AUC) cherchent à exercer un contrôle sur les infrastructures pétrolières de cette région à la fois dans un but économique et dans un but politique. En rackettant les entreprises exploitantes (tant colombiennes que vénézuéliennes) et en s'assurant le contrôle sur certaines compensations financières attribuées aux départements détenteurs de ressources pétrolières (« regalías »), ces groupes armés obtiennent suffisamment d'argent pour financer leurs activités dans la région et soutenir leurs organisations au niveau national.

Il est difficile, par manque de sources et d'études sur le sujet, de chiffrer à combien s'élèvent ces sommes ainsi prélevées au détriment de l'industrie pétrolière. On en donnera une idée en citant les chiffres avancés par Planacion Nacional concernant les seuls profits dus aux séquestrations de membres du personnel des industries pétrolières: durant la période 1991-1998, la guérilla aurait ainsi bénéficié d'une moyenne annuelle de 139,7 millions de dollars³⁷. Selon les mêmes sources, au cours de l'année 1994, le seul racket aurait rapporté aux FARC et à l'ELN, au niveau national, 62 millions de dollars (53 millions pour l'ELN et 9,3 pour les FARC, différence qui pourrait s'expliquer par un accord passé entre les deux acteurs).³⁸ On notera par ailleurs que, pour obtenir des financements, l'ELN tend à se spécialiser dans les attentats contre les oléoducs et le racket des entreprises pétrolières, alors que les FARC concentrent leurs efforts sur le contrôle du trafic de stupéfiants, méthodes que par ailleurs les deux groupes s'échangent parfois. Cette dynamique du conflit a été bien mise en évidence dans le département d'Arauca.

Les actions engagées par les groupes armés illégaux pour trouver des financements ne nous sont donc pas toutes connues. Nous avons vu précédemment que l'entreprise Mannesmann AG avait dû payer de fortes rançons à l'ELN pour pouvoir récupérer des employés kidnappés. Certains journalistes ont avancé le chiffre de 50

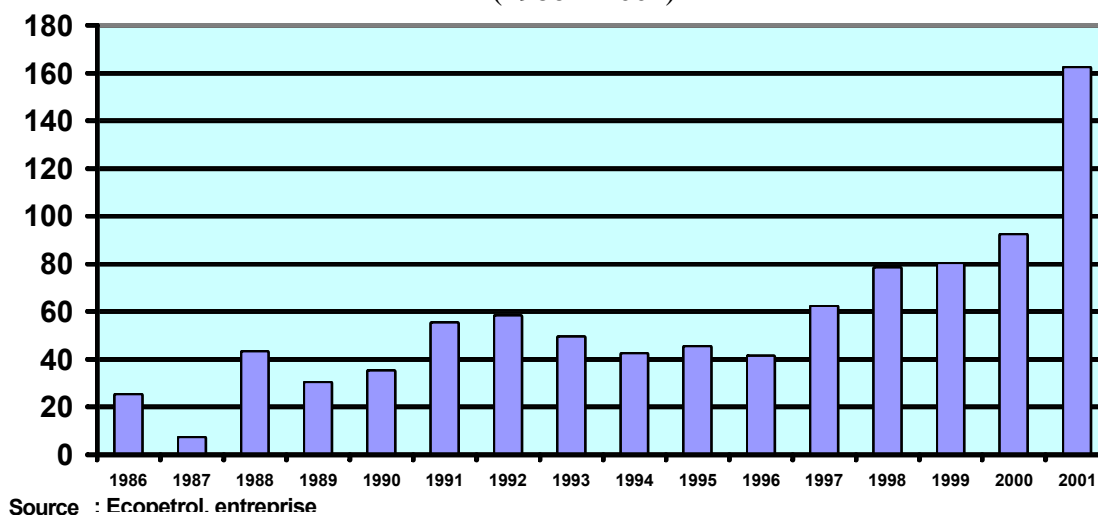
³⁷ Planeacion y Desarrollo, Vol. Xxx, N° 3, juillet-septembre 1999, Bogotá, in Ricardo Vargas Mesa, Drogas, Conflicto armado y desarrollo alternativo, una perspectiva desde el Sur de Colombia, patronné par l'Ambassade d'Allemagne en Colombie, Editorial Accion Andina Colombia. Juin 2003, p.13

³⁸ Camilo Granada y Leonardo Rojas, « Los costos del conflicto armado », Planeacion y Desarrollo. Vol XXVI, octobre-décembre 1995, pp. 119-151. In Martin Kaalulambi Pongo et autres, Perpectivas comparadas de mercados de violencia, Bogota ; IEPRI, Université Nationale de Colombie, en coédition avec Alfaomega Colombiana S.A., 2003, p.130.

millions de dollars, ce qui est sans doute exagéré³⁹. Au début des années 80, dans la phase initiale de l'exploitation pétrolière dans la région d'Arauca, la majorité des entreprises pétrolières, suite aux nombreux kidnappings de leurs employés, semblent avoir cédé aux exigences de l'ELN. Une fois achevée la construction de l'oléoduc Caño Limon-Coveñas, qui relie à lui seul la région avec le centre et l'extérieur du pays, l'ELN n'a cessé de mener des actions à son encontre. Le mécanisme est le suivant : chaque fois que l'ELN a besoin de se financer, l'oléoduc subit un dommage. Les entreprises prestataires chargées de la réparation des installations sont alors soumises à un impôt de la guérilla. Qui plus est, ces entreprises prestataires sont contraintes d'employer du personnel local, lequel est souvent missionné par la guérilla. Il faut noter que toutes les entreprises liées à l'activité pétrolière se doivent d'obtenir l'autorisation des différents groupes armés illégaux pour travailler dans la région et sont ensuite contraintes de payer l'impôt à la guérilla.⁴⁰

Dans le Graphique n° 5 on peut observer l'évolution des actions menées par l'ELN depuis 1986 :

Graphique N° 5
Attaques contre l'oléoduc Caño Limón-Coveñas
(1986 - 2002)



³⁹ Andrés Peñate, "Arauca : Politics and oil in a colombian province" p. 39

⁴⁰ Source : interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros de l'ELN et des FARC, ainsi que d'habitants de la région, entre juin 2001 et juillet 2002.

Venant compléter les énormes sommes gagnées grâce au racket des entreprises pétrolières, la principale source de financement de l'ELN et des FARC provient des regalías. Elles consistent dans des compensations économiques liées à l'exploitation de ressources naturelles.⁴¹ La loi de Regalías (ley 141 de 1999) a permis d'attribuer de grosses sommes d'argent au département d'Arauca ainsi qu'aux communes d'Araucita et de Saravena. Les groupes armés illégaux exercent un contrôle sur ces sommes. La guérilla (essentiellement l'ELN) aurait perçu, sur une période de 6 ans, un total de 198,6 millions de dollars⁴², uniquement à travers une ponction sur les regalías liées aux activités pétrolières dans le département d'Arauca. L'on sait que jusqu'en 2002, les représentants légaux du département et des communes, ont dû rendre compte aux leaders des guérillas locales des sommes perçues au titre des regalías (et également d'ailleurs de tout autre type de financement en provenance du gouvernement central)⁴³.

Sur le plan politique, les guérillas visent ainsi à affaiblir l'État en détruisant ses principales ressources économiques. Comme nous l'avons vu, les gisements pétrolifères de Caño Limon et de façon plus générale l'ensemble des gisements du département d'Arauca représentent une part importante des ressources énergétiques et stratégiques du pays. Les actions visant à endommager les infrastructures pétrolières de la région ont donc pour objectif d'exercer une pression politique sur le gouvernement. Lors des phases de dialogue entre le gouvernement et la guérilla, on a vu, au fur et à mesure de l'évolution de ce dialogue, augmenter ou diminuer le nombre de ces actions. Alors que le président Andres Pastrana conduisait, depuis 1998, un dialogue de paix avec les FARC, l'ELN, en particulier au cours de l'année 2001, a intensifié ses attaques contre l'oléoduc Cano Limon Covenas, afin de faire pression sur le gouvernement pour ne pas être laissé pour compte dans ce processus (voir graphique n° 5, page précédente).

Les Autodéfenses, bien conscientes du potentiel financier et politique que représenterait le contrôle sur les exploitations pétrolifères dans la région d'Arauca, visent à en dessaisir l'ELN et les FARC, afin d'affaiblir la guérilla au niveau national et

⁴¹ Définition donnée par ECOPETROL (Empresa Colombiana de Petroleo)

⁴² « Así se originó la detención masiva en Arauca por presuntos nexos con la guerrilla », El Tiempo (principal journal de Bogota et de Colombie), 25 octobre 2003.

⁴³ Les détournements de « regalías » par l'ELN ont donné lieu à 400 enquêtes de la part des services fiscaux. Parmi les principaux accusés, on trouve deux ex-maires de la commune de Saravena. Cf. « Carrusel de Contratos en Saravena. Desviaciones de Regalías », NACIÓN(Bogotá), 28 février 2004.

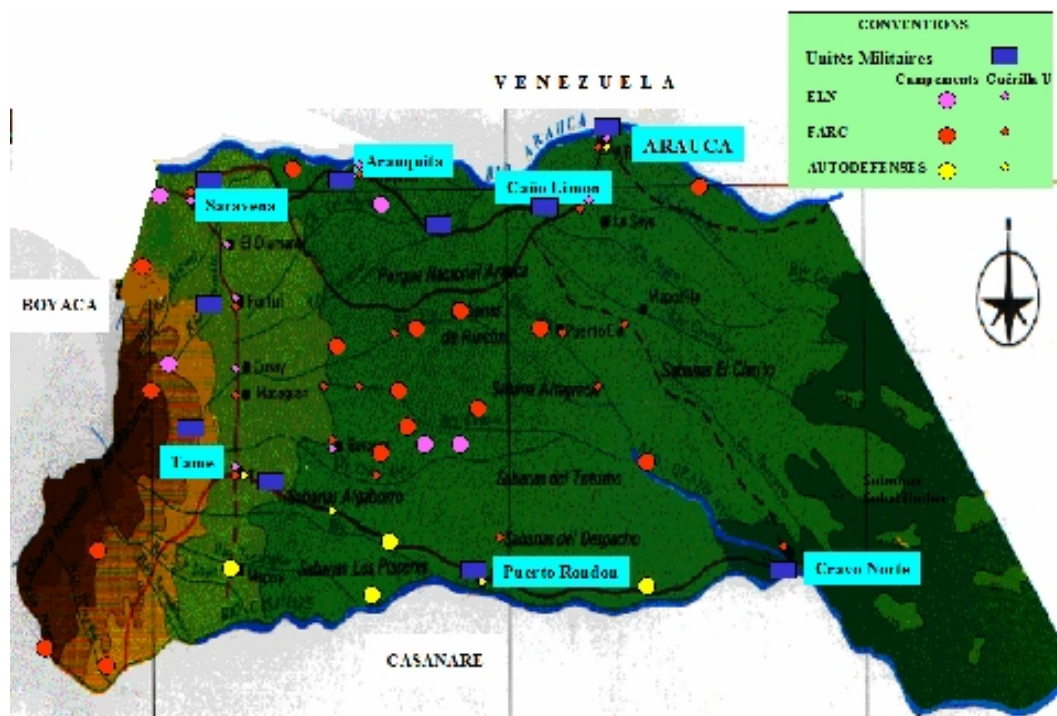
à représenter elles-mêmes une alternative face à l'opinion publique. Depuis septembre 2001, l'incursion des Autodéfenses dans la région obéit à cet objectif⁴⁴.

Au delà des aspects économiques et politiques, les groupes armés illégaux (FARC, ELN et AUC) se servent également des attaques contre les infrastructures pétrolières à des fins militaires. Ces attaques répondent à celles menées par les troupes du gouvernement. Elles contraignent l'Etat à disperser ses troupes sur l'ensemble du territoire et à consacrer une grande partie d'entre elles à des missions de sécurité. C'est ainsi que l'unité en charge de la sécurité des infrastructures pétrolières dans la région d'Arauca, la Brigade n°18, consacre la majorité de ses moyens et de ses efforts à assurer cette mission stratégique, bien qu'ayant également la responsabilité d'assurer l'ordre public dans l'ensemble du département. 80% de ses effectifs sont donc concentrés sur cette mission, le reste se consacrant au contrôle des centres urbains au Sud du département. Guérillas et Autodéfenses profitent de cette dispersion du dispositif militaire pour exercer leur contrôle sur le Centre, l'Est et le Sud du département (voir Carte n° 2.2, page suivante).

⁴⁴ Les incursions opérées par les Autodéfenses dans d'autres régions pétrolières comme celles de Casanare ou de Barrancabermeja semblent obéir à cette même volonté de contrôle, mais au niveau national, du secteur pétrolier.

Carte 2.2
 Implantation de l'Armée colombienne et des GAI
 dans la région d'Arauca

Source : interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros de l'ELN et des FARC



Les actions perpétrées par les groupes armés illégaux à l'encontre des infrastructures pétrolières poursuivent également un autre objectif. En effet, ces groupes disposent sur ce territoire de campements, de lieux d'entraînement, de réseaux de collaborateurs, d'infrastructures pour le trafic de drogue (en particulier dans le cas des FARC), de fermes leur permettant d'alimenter le marché noir de l'élevage. C'est ce dispositif, significatif du contrôle exercé sur la région, qu'il s'agit pour ces groupes de conserver à tout prix. Les actions menées contre l'oléoduc, qui peuvent être opérées par un tout petit nombre d'hommes (2 ou 3 guérilleros ou collaborateurs en civil), en obligeant les troupes du gouvernement à renforcer leurs efforts sur la défense des installations en question, conduisent à un relâchement de la pression sur les autres activités de la guérilla.

22. La lutte pour le contrôle du trafic de drogue.

Les groupes armés illégaux s'affrontent en vue de contrôler le trafic de drogue, lequel leur assure d'importantes rentrées financières. La Consejería de la Presidencia para la Defensa Nacional y la Seguridad a pu évaluer, pour la seule année 1999, à 210 millions de dollars (180 millions pour les FARC et 30 millions pour l'ELN), les financements obtenus par la guérilla uniquement grâce à l'impôt sur la pâte de coca et la récolte de pavot⁴⁵. Le Ministère de la Défense estime aujourd'hui que le contrôle du trafic de drogue assure aux FARC et à l'ELN des financements à hauteur de 1 milliard de dollars par an (voir tableau n° 3) . Le passage des 149 millions estimés pour 1991 au 1,127 milliard estimé pour 2002 montre un taux de croissance de 756%, avec un pic entre 2000 et 2002, années qui correspondent au « processus de paix » mené par le gouvernement Pastrana avec les FARC.

Tableau N° 3
Financement des groupes armés illégaux par le trafic de drogue
Chiffres en millions de dollars. Période 1991-2002
Source : Etat Major des Forces Armées Colombiennes

1 991	1 992	1 993	1 994	1 995	1 996	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
149	150	188	215	238	746	474	580	607	1 111	1 388	1 127

La participation de chacun de ces groupes armés au trafic de drogue est évidente. Cette activité leur a permis de se développer de manière importante et a contribué à l'intensification du conflit armé. Dans le graphique n° 6 (page suivante), on peut voir le parallèle qui s'établit entre courbe de croissance des cultures illicites sur le territoire colombien et courbe de croissance des groupes armés illégaux. Les FARC emploieraient 8750 hommes, l'ELN 1 100 hommes et les Autodéfenses 3500 hommes à contrôler le trafic de drogue⁴⁶.

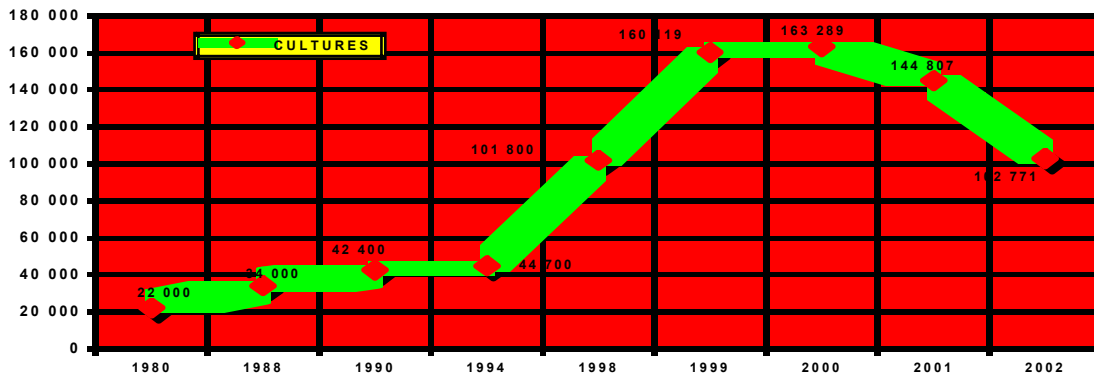
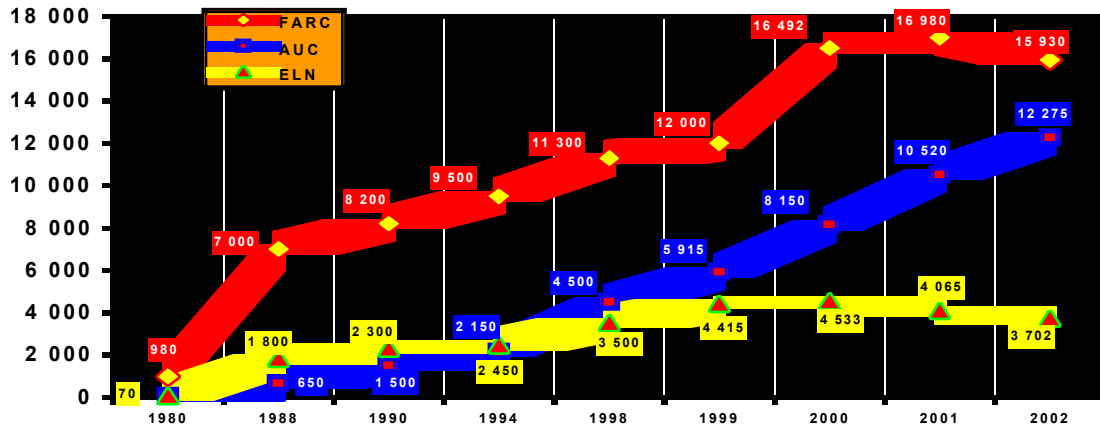
⁴⁵ Consejería de la Presidencia para la Defensa Nacional y la Seguridad, in: Martín Kalulambi Pongo. *Perpectivas comparadas de mercados de violencia*, p.130.

⁴⁶ Journal des Forces Armées colombiennes, décembre 2003.

Graphique N° 6

Croissance des groupes armés illégaux et croissance des cultures illicites (1980 – 2002)

Source : Etat Major des Forces Armées Colombiennes



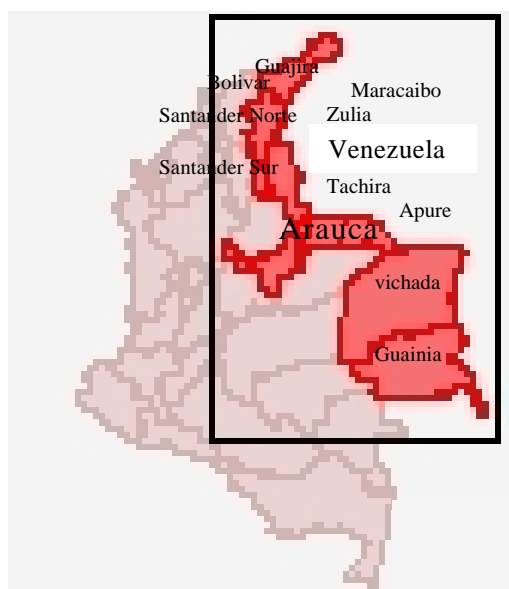
D'importants programmes d'éradication et de fumigation des cultures illicites ont eu lieu, provoquant un déplacement de ces cultures vers d'autres régions.⁴⁷ Le département d'Arauca est devenu l'un des nouveaux centres d'approvisionnement pour les trafiquants de drogue. Il leur offre des conditions idéales, à savoir la proximité avec la frontière vénézuélienne, la difficulté pour l'Etat colombien et l'Etat vénézuélien de contrôler la région, et enfin la présence de groupes armés comme les FARC et l'ELN assurant la sécurité du marché noir et de centaines de pistes clandestines dans la région.

Le département d'Arauca offre une zone frontalière particulièrement longue avec le Venezuela (voir carte n° 2.3, page suivante). Cette frontière, bien qu'étant matérialisée par le fleuve Arauca, est marquée par des mouvements culturels et

⁴⁷ Ricardo Vargas Mesa. Drogas, conflicto armado y desarrollo alternativo. Una perspectiva desde el Sur de Colombia, p. 15.

commerciaux très actifs entre les deux pays. Chacun est pour l'autre le partenaire commercial le plus important après les Etats-Unis. En 2002, les exportations de la Colombie vers le Venezuela se sont élevées à 1,123 milliards de dollars, et celles du Venezuela vers la Colombie à 777 millions de dollars.

Carte N° 2.3
Frontières départementales avec le Venezuela
(Source: El Tiempo, principal journal de Bogotá, édition spéciale, 10 août 2003)



Si l'on ne considère que le seul plan micro-économique des échanges frontaliers, les sept départements colombiens et les cinq départements vénézuéliens (voir carte n°2.3) s'approvisionnent mutuellement. Les produits échangés sont principalement, pour ceux provenant de Colombie, des produits textiles, alimentaires et même électroménagers, et, pour ceux provenant du Venezuela, des produits alimentaires et de l'essence⁴⁸. Il s'est développé un véritable marché noir entre les deux pays, essentiellement à travers le département d'Arauca. C'est ainsi que de l'essence et de nombreux produits alimentaires sont introduits de manière illégale en Colombie. Du bétail suit le chemin inverse pour être vendu illégalement au Venezuela. La drogue en vient à constituer le produit le plus lucratif dans le cadre de ces échanges. Les narcotrafiquants ont trouvé là des réseaux se prêtant de façon idéale à leur trafic. Ceci a eu pour conséquence que le département d'Arauca, qui n'avait pas à l'origine développé

⁴⁸ Grupo Fronteras del Tiempo, « En los confines de Colombia », El Tiempo, 30 août 2003.

les cultures illicites, consacre aujourd'hui plus de 12 000 hectares à la culture de la coca⁴⁹.

Il est intéressant de noter que leur inscription dans la dynamique du conflit armé a eu des conséquences sur les cultures illicites et sur l'économie associée⁵⁰. Sous l'influence des FARC, ou de l'ELN dans le piedmont de la cordillère, on a procédé au recensement de la main d'œuvre (journaliers) en vue de contrôler l'accès aux zones de production et de responsabiliser les propriétaires quant aux nouveaux entrants. A l'entrée des zones de culture, chaque personne doit donc se faire reconnaître ou être accompagnée par un local. C'est ainsi que les prostituées sont contrôlées. Elles ont été contraintes de travailler dans ces zones pour de longues périodes, les FARC et l'ELN cherchant à éviter les aller-retour d'une population pouvant être utilisée par les services de renseignement. Les FARC et l'ELN ont mis au point une série de normes permettant de réguler la co-existence des différents acteurs sur le terrain. Ils ont interdit la présence d'intermédiaires au sein du trafic de drogue. Ultime détail, les FARC, afin de rendre plus difficile la localisation par satellite des cultures illicites et leur fumigation, ont ordonné aux paysans de mélanger bananiers et pieds de coca (dans un rapport de 1 à 3)⁵¹.

La répartition géographique des cultures illicites se fait selon la richesse et l'adéquation des terrains. La grande majorité des cultures de coca se concentrent auprès des rivières, par exemple l'Ele ou le Cravo Norte, tandis que les cultures de pavot se retrouvent en partie moyenne et haute de la cordillère Orientale. Cette répartition recoupe également la présence de campements des groupes armés illégaux (voir carte n° 2.4, page 38).

Ajoutons à cela la présence, dans le département d'Arauca, de 120 pistes clandestines contrôlées par les FARC et permettant à de petits avions de venir se charger en drogue à destination de pays voisins. Ces pistes font de ce département un véritable pont stratégique pour le trafic de drogue (voir carte n° 2.5, page 38).

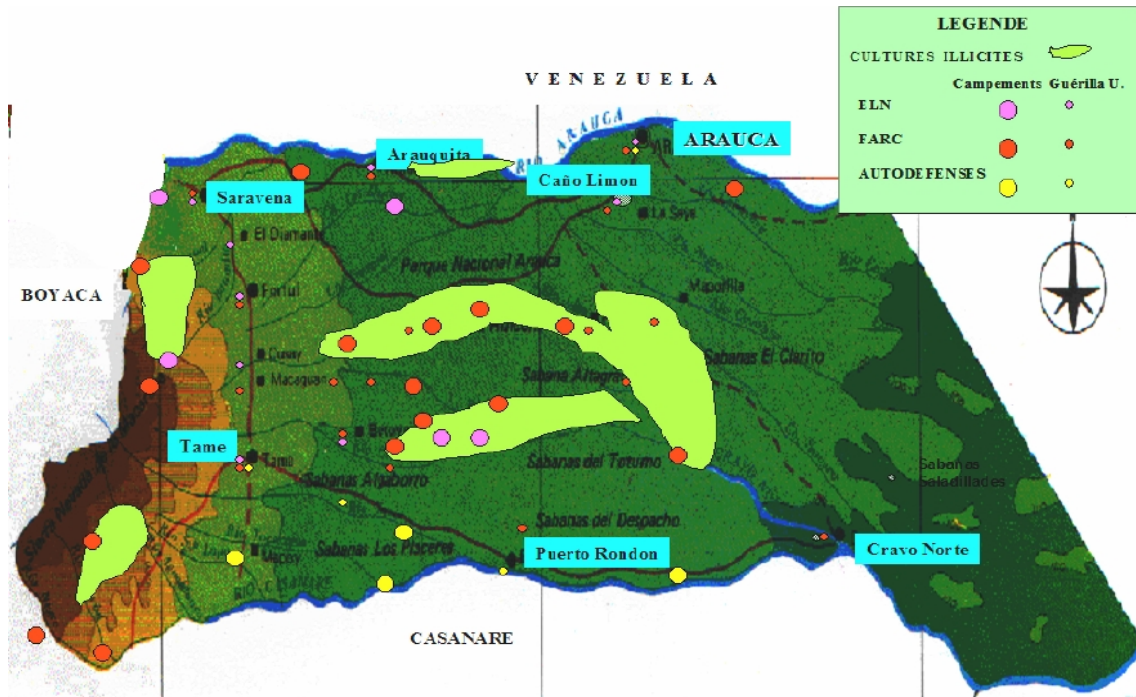
⁴⁹ « Destruídos 45 laboratorios para procesar Coca en Arauca », El Tiempo 28 octobre 2003.

⁵⁰ Ricardo Vargas Mesa. Drogas, conflicto armado y desarrollo alternativo, p. 21

⁵¹ Source : interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros entre janvier 2001 et juin 2002, période au cours de laquelle l'auteur était Commandant du Batallón de Ingenieros N°18 Rafael Navas Pardo à Tame, département d'Arauca.

Carte N° 2.4

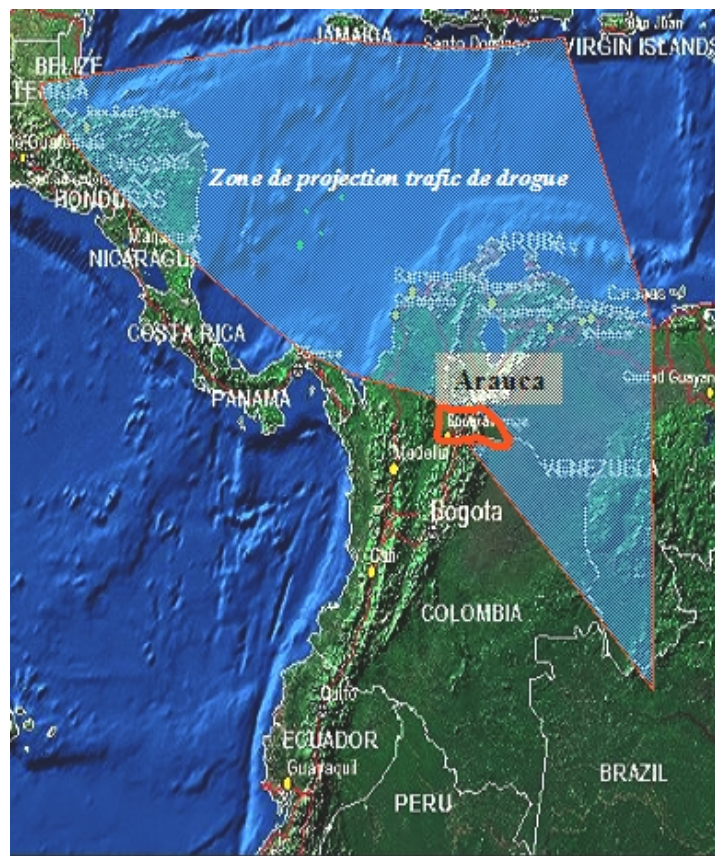
Cultures illicites et zones d'implantation des GAI en Arauca
Source : interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros de l'ELN et des FARC



Carte N° 2.5

Couloirs de transit de la drogue

Source : interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros de l'ELN et des FARC



Les groupes armés illégaux, en particulier les FARC, ont donc trouvé dans la drogue une source de financement. Ils l'échangent également directement contre des armes, ayant accédé aisément aux structures du marché noir en relation avec le Venezuela⁵². Ces groupes armés, et encore une fois essentiellement les FARC, sont donc passés du statut de simple protecteur du trafic de drogue à celui d'acteur principal de celui-ci. Les opérations menées dans la région par les Forces Armées colombiennes confirment ce repositionnement des groupes armés illégaux⁵³. On sait également que les groupes d'Autodéfenses à l'œuvre dans cette région ont partie liée avec le trafic de drogue, dont proviennent certains de leurs dirigeants. L'affrontement entre groupes d'Autodéfenses et FARC visent donc le contrôle du trafic de drogues. Cette volonté des Autodéfenses de mettre la main sur cette source de financement pourrait porter un coup dur aux FARC et à leur politique.

Le trafic de drogue apparaît donc comme une des principales activités de l'économie de guerre, système complexe offrant diverses ressources financières pour les groupes armés illégaux⁵⁴. Ceux-ci sont de plus en plus impliqués dans la lutte pour le contrôle de cette économie de guerre, et en particulier le contrôle du trafic de drogue. Le contrôle même du territoire devient une condition impérative de cette mainmise sur le trafic de drogue. Cette ressource financière a permis une croissance sans précédent des groupes armés illégaux. Elle a contribué au renforcement du conflit armé. Le département d'Arauca, suite aux opérations menées par les Forces Armées dans le sud du pays, se révèle désormais le centre géostratégique du trafic de drogue au service de la guérilla.

⁵² En janvier 2002, la Brigade n°18 a saisi, lors d'un affrontement avec les FARC, 4 armes qui semblent provenir de l'Armée de Terre vénézuélienne. Idem.

⁵³ Cf. «Destruídos 45 laboratorios para procesar coca en Arauca» El Tiempo, 28 octobre 2003 : on y cite l'opération Luna Roja conduite entre septembre et octobre 2003 par la Brigada contra el Narcotráfico et la Brigade N° 18 d'Arauca . 45 laboratoires auraient été détruits, ainsi que 16 campements des FARC. 3 tonnes de coca pure auraient été saisies.

⁵⁴ Ricardo Vargas Meza, *Drogas, conflicto armado y desarrollo alternativo*, p.13. Selon l'auteur, les principales activités relevant de l'économie de guerre sont: les activités déprédatrices (enlèvement avec rançon, détournement des ressources énergétiques et des aides d'état), les activités propres au trafic de drogue, les activités économiques de type légal (actions et investissements dans le secteur financier), les activités économiques et politiques propres à la sphère étatique (impôts exercés sur les commerces et les industries, contrôle de type policier).

23. Evolution actuelle des groupes armés illégaux.

Que sont devenus aujourd'hui les groupes armés illégaux? Le présent travail vise à répondre à cette question, en particulier à travers l'étude du cas particulier représenté par le département d'Arauca, où il est aisé d'analyser les divers intérêts en jeu et la façon dont chacun des protagonistes essaye d'atteindre ses objectifs. Cette question mérite une analyse plus approfondie, afin de permettre une meilleure compréhension de la véritable identité des groupes armés illégaux colombiens. Depuis 40 ans, les FARC et l'ELN ont vécu d'importantes transformations en relation avec le contexte socio-politique de l'époque. Leur alliance avec le trafic de drogue, initiée à partir des années 80 en vue d'alimenter financièrement leur action, se traduit aujourd'hui par une implication totale dans ce trafic. Les mutations politiques au niveau mondial, et tout spécialement l'effondrement du modèle représenté par l'idéologie communiste, ont affecté profondément les principes politiques de chacun de ces groupes armés illégaux. Ayant abandonné tout espoir de pouvoir un jour prendre le pouvoir, ces groupes, plutôt que d'intégrer un processus de paix, ont privilégié les actions terroristes. C'est ce que nous allons voir en détail à présent.

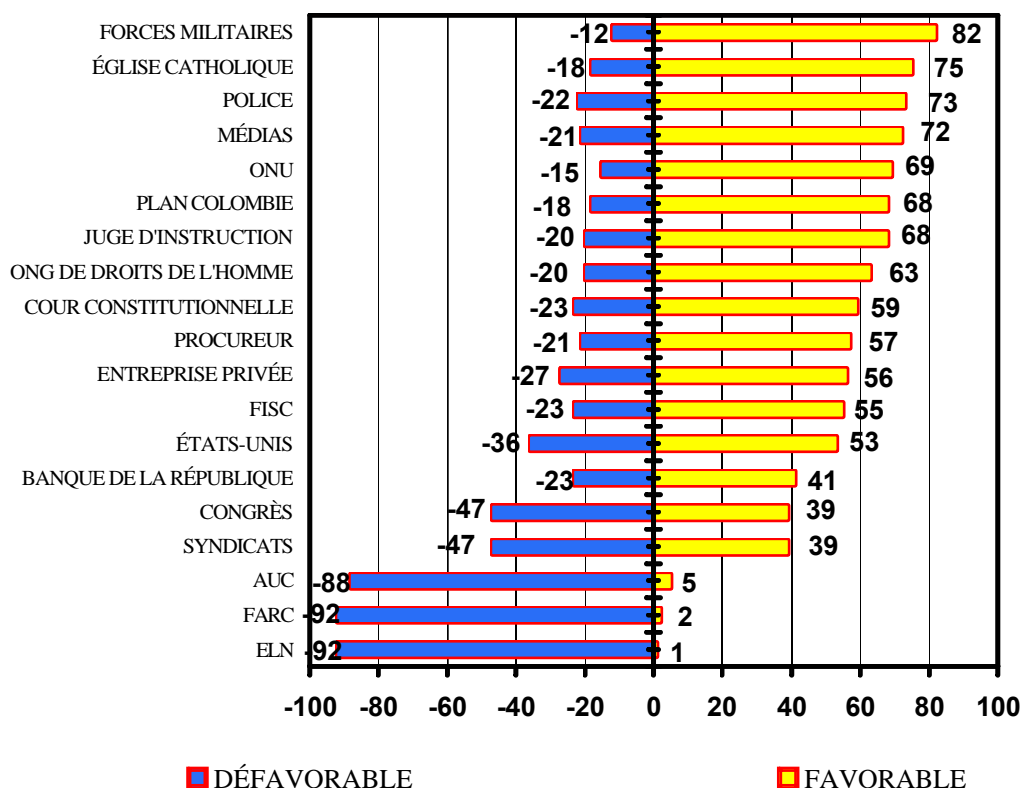
231. Une guérilla de restauration ?

Selon François GÉRÉ⁵⁵ un mouvement de guérilla de restauration trouve sa raison d'être lorsqu'il vise à libérer un peuple en butte à un régime en provenance de l'étranger et imposé par la force. Il s'agit alors d'une guerre de décolonisation en vue de retrouver un ordre établi contre un envahisseur. Ce fut le cas, par exemple, en Chine (1925-1949), en Indonésie (1945-1949), en Malaisie (1946-1960), en Indochine (1946-1954), en Algérie (1954-1962) ou au Vietnam (1955-1973). Une caractéristique importante de ces mouvements de libération est que la dimension idéologique y apparaît décisive. Elle est indispensable pour motiver et inscrire les populations dans un projet national. On notera que la Colombie n'a été l'objet d'aucune sorte d'invasion extérieure. Depuis le début du XIX^{ème} siècle, époque où elle a obtenu son indépendance d'avec la

⁵⁵ Intervention au colloque « Résurgence et mutation des guérillas, quelles réponses ? », Collège Interarmées de Défense (CID) et Centre des Hautes Etudes Militaires (CHEM), Paris, 3 mars 2004.

Couronne Espagnole, elle bénéficie d'un régime démocratique et se distingue par un grand respect pour ces institutions démocratiques. En ce qui concerne l'appui de la part de la population, les groupes armés illégaux l'ont perdu au fur et à mesure de leur évolution. Paradoxalement, alors que les mouvements de guérilla colombiens étaient encore, dans les années 60, de taille réduite (à peine une centaine d'hommes), ils recevaient un appui important de la part de la population, en particulier des classes les plus défavorisées. Alors qu'aujourd'hui, avec des effectifs nombreux et un équipement important, ils ont perdu l'essentiel de cet appui et sont même rejetés par la population (voir graphique n° 7). Le peu d'appui qu'ils reçoivent encore semble plus motivé par la peur que par une quelconque conviction.

Graphique n° 7
Opinion à l'égard des principaux acteurs et institutions en Colombie



Source : Revista Cambio. Sondage de l'Institut Gallup 16/06/2003

231. Une guérilla de subversion⁵⁶ ?

La guérilla dite de subversion obéit à 3 caractéristiques. La première consiste à viser à déstabiliser l'ordre légitime⁵⁷. Ce fut le cas au Nicaragua, au Salvador et à Cuba. Ces trois pays partageaient certaines caractéristiques. Ils étaient gouvernés par des leaders autoritaires, pour certains dans le cadre de dictatures déjà anciennes, les conditions démocratiques y étaient particulièrement déficientes, la corruption y était très importante ainsi que la différence entre les classes sociales. Les partis politiques étaient en déconfiture. Aucun secteur de la société ne reconnaissant leur autorité, ils ne représentaient plus une alternative crédible. Un mal-être social aigu conduisait à des affrontements de rue avec les institutions et les Forces armées. Le pouvoir souffrait de divisions internes. Dans le cadre de cette grave crise politique, doublée d'une grave crise économique, les groupes sandinistes, castristes ou le FMLN sont apparus comme de possibles alternatives au régime.

Nous l'avons vu, la Colombie se caractérise par une grande stabilité institutionnelle, une démocratie ancienne et le culte très ancré des règles juridiques. Des élections s'y sont déroulées à intervalles réguliers, la Colombie n'ayant connu qu'un seul coup d'Etat en un siècle. Paradoxalement, la Colombie n'a jamais connu d'Etat autoritaire. Certes le pays présente de grandes inégalités sociales. Le clientélisme règne. La corruption au sein des institutions, bien qu'elle soit pourchassée, reste encore à des niveaux élevés. Et le recours aux états d'exception a été érigé en règle. Cependant ces difficultés ne justifient pas aujourd'hui l'existence d'une guérilla de subversion.

La seconde caractéristique est l'appui du mouvement subversif par une grande majorité de la population. Or, comme l'on peut l'observer dans le graphique n° 7 (page précédente), les groupes armés illégaux colombiens reçoivent, au sein de la population, les plus faibles taux d'opinion favorable (entre 1 et 5%) et les plus forts taux d'opinion défavorables (entre 88 et 92%). C'est même un sentiment de rejet et de rancœur qui s'exprime à leur égard.

⁵⁶ Guérilla de restauration et guérilla de subversion recourent à la stratégie de guerre révolutionnaire telle que théorisée et mise en pratique par Mao Tse Toung et le général Giap. Pour plus d'informations, voir Hervé Coutau-Bégarie. *Traité de Stratégie*, 3e édition, Institut de Stratégie Comparée EPHE IV-Sorbonne, Editorial Economica, Paris, 2002, P.488.

⁵⁷ Colloque « Résurgence et mutation des guérillas, quelles réponses ? », Collège Interarmées de Défense (CID) et Centre des Hautes Etudes Militaires (CHEM), Paris, 3 mars 2004.

La troisième caractéristique des guérillas de subversion est d'offrir une alternative politique en mesure de résoudre les problèmes existant dans le pays. L'un des rares aspects positifs du processus de paix du gouvernement Pastrana (1998-2002) aura été de révéler les véritables objectifs politiques des FARC. Celles-ci, comme elles l'ont montré elles-mêmes au cours de leur évolution, ne visent qu'à prendre le pouvoir, à travers toutes sortes de formes de luttes, dont la violence⁵⁸. Comment les groupes armés illégaux pourraient-ils offrir une véritable alternative politique, eux qui ont déclaré la guerre au peuple lui-même, à ses institutions démocratiques et à l'économie du pays?

233. Des groupes de narcotrafiquants?

Les Forces Armées colombiennes, à partir des années 80, ont donné le nom de Narcoguerrilla aux groupes armés illégaux⁵⁹. Elles se sont appuyées pour cela sur l'implication toujours plus forte de ces groupes dans le trafic de drogue, comme nous l'avons vu précédemment. Les FARC, l'ELN et les AUC peuvent-ils vraiment être considérés comme des narcoterroristes? L'essor, à partir de 1975, du trafic de drogue en Colombie a conduit à une complète transformation du contexte politique et social du pays, au même titre que la lutte armée. Les groupes de narcotrafiquants n'ont d'autres objectifs que l'enrichissement illicite et le pouvoir. Pour parvenir à leurs buts, ils ont non seulement mis au point tout un système pour produire, transporter et distribuer la drogue, mais également infiltré la majorité des institutions du pays⁶⁰.

⁵⁸ Depuis 1964, les FARC n'ont eu qu'un seul objectif : le pouvoir. Lors de leur 8^{ème} conférence (1993), elles ont mis en exergue ces propos de Dimitri Manuiski, philosophe russe (1920) : « Pour gagner nous avons besoin de l'effet de surprise, nous devons endormir la bourgeoisie, et pour cette raison nous entamerons le processus de paix le plus spectaculaire au cours de l'histoire. Nous ferons des propositions et des concessions jamais vues auparavant. Les pays capitalistes sont stupides, décadents et participent de leur propre destruction. Ils feront tout pour gagner notre amitié. Au moment où ils baisseront la garde, nous les frapperons du poing ». Source : interview d'un ex-responsable des FARC, Santafé de Bogotá, 2 juillet 1999.

En 2003, un représentant des FARC à qui l'on demande ce que veut son mouvement répond : « Le pouvoir pour gouverner la Colombie » (El Tiempo, principal journal de Bogota, 21/03/2003).

⁵⁹ C'est le Général Harold Bedoya, Commandant en chef des Forces Armées, qui officialisera cette terminologie durant le gouvernement Samper (1992-1996).

⁶⁰ Le climat d'incertitude qui règne dans la plupart des secteurs gouvernementaux, la corruption qui tend à se généraliser aussi bien dans les affaires publiques que dans les affaires privées, le recours au terrorisme en vue de toutes sortes de bénéfices ou afin de se protéger de la justice, l'infiltration au sein de structures telles que la propriété privée et agricole, et la contractualisation avec des groupes armés

Au début des années 80, les FARC et l'ELN n'ont d'abord établi que des relations de co-existence avec les cartels de la drogue. Après avoir constaté combien le trafic de drogue pouvait être lucratif, ils ont ensuite renforcé leurs relations avec les réseaux de trafiquants. Ils ont même cherché à prendre la place des groupes d'autodéfenses en charge de la sécurisation de ces réseaux⁶¹. Au cours des années 90, les groupes armés, en particulier les FARC, ont directement intégré le processus de production et d'exportation de drogue, y consacrant un grand nombre d'hommes⁶²

234. Des groupes terroristes?

Il n'y a pas de définition universelle du terrorisme⁶³. Depuis le 11 septembre 2001, le terrorisme a été décrit comme "une action spectaculaire violente visant à dégrader la volonté de lutte de l'adversaire"⁶⁴. Il ne se distingue pas par ses objectifs mais par ses modes d'actions contre ses cibles. La guérilla comme le terrorisme demeure une forme de guerre. Dans un ouvrage récent, Jessica Stern dit du terrorisme qu'il peut être défini comme " ... un acte ou une menace de violence contre des non-combattants dans le but d'accomplir une vengeance, d'intimider ou d'influer sur l'opinion publique"⁶⁵. On retiendra donc comme caractéristiques essentielles du terrorisme par rapport à d'autres formes de violence: le fait de viser des populations

(FARC, ELN ou AUC) chargés de missions de sécurité ou de contrôle du territoire ne conduisent à rien d'autre qu'à une violence généralisée. Cf. Daniel Pécaut, *Midiendo fuerzas, Balance del primer año del gobierno Alvaro Uribe Velez*, Bogota ; Editorial Planeta Colombiana S.A., août 2003, pp. 25-28.

⁶¹ C'est dans ce but qu'en 1989, dans le département du Putumayo, les FARC ont anéanti les groupes d'autodéfense de Rodriguez Gacha (une centaine d'hommes). Pendant les années 90, ce département est devenu, sous la protection des FARC, le plus grand producteur de feuilles de coca du pays.

⁶² Selon le Ministère de la Défense colombien, cette implication des FARC et des AUC dans le trafic de drogue n'a fait que croître, du contrôle des cultures à celui de l'acheminement de la drogue et à sa commercialisation au niveau international. La lutte entre ces deux groupes afin de s'assurer le contrôle des cultures de coca déterminent en grande partie la géographie de la violence dans le pays. Cf. *Politica de Defensa y Seguridad Democratica*, Republica de Colombia, 2003, p. 26

⁶³ La problématique du terrorisme et sa définition remontent à 1945, année où l'ONU propose des mesures pour aider les gouvernements en butte à cette menace. Voir *Mémoires de l'ONU*, 1945.

⁶⁴ Définition adoptée par le Conseil de l'Union Européenne en date du 13 mars 2002. Le colloque « Résurgence et mutation des guérillas, quelles réponses ? » a réaffirmé la pertinence du triptyque guérilla guerre terrorisme, ces trois formes d'action étant utilisables et utilisées alternativement ou simultanément en fonction des rapports de force entre les divers acteurs d'un conflit.

⁶⁵ Jessica Stern, *The Ultimate Terrorists*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p.10 .

In: Eduardo Pizarro Leon Gomez y otros, *Terrorismo y Seguridad*, Editorial Planeta, Bogota, janvier 2003, p.34.

innocentes, la création d'une peur collective (terreur) et l'objectif final d'affaiblir l'ennemi dans sa volonté de lutte.

Les groupes armés illégaux, FARC, ELN et AUC, peuvent-ils être considérés comme des groupes terroristes? Selon Eduardo Pizarro, si nous nous référons à leurs méthodes de lutte, la frontière entre mouvement de guérilla et mouvement terroriste, en ce qui concerne les FARC et l'ELN, apparaît plutôt floue. Ces deux groupes mènent des actions qui, selon le droit humanitaire international, constituent des crimes de lèse-humanité: enlèvements, déplacements forcés et assassinats⁶⁶. Quant aux AUC, leurs méthodes de prédilection sont l'exécution de massacres et l'assassinat ciblé⁶⁷. On dispose de nombreux autres exemples montrant que ces trois groupes armés développent des actions contre la population innocente et font régner la terreur: c'est le cas des attentats à l'explosif que les FARC et l'ELN, inspirées par l'ETA, mènent contre des mairies ou des postes de police. Pour citer Daniel Pécaut, " L'attentat perpétré contre le Palais Présidentiel en août 2002 (...) celui perpétré contre le Club El Nogal, à Bogota, le 7 février 2003 et celui de Neiva, le 14 février 2003, sont révélateurs du passage à un terrorisme du type de celui pratiqué en Irlande ou dans le Pays Basque"⁶⁸. Les dommages directs et collatéraux causés à la population innocente par leurs actes de violence montrent une indifférence croissante des groupes armés illégaux. C'est dire que ces groupes privilégient un genre d'action qui leur fait perdre toute légitimité aux yeux de la population.

Revenons à notre questionnement de départ quant à l'évolution suivie par les groupes armés illégaux. A quelle catégorie appartiennent-ils: guérilla de restauration, guérilla de subversion, groupe de narcotrafiquants, ou groupes terroristes? La réponse tient sans doute dans un mélange, à des degrés divers, entre les différentes options. En ce qui concerne les AUC, les deux premières options ne semblent pas pertinentes. Quant aux FARC et à l'ELN, elles ont remplacé la lutte pour la terre par la lutte pour le contrôle et la domination du territoire. Leur croissance ne s'est nourrie ni de révolte

⁶⁶ Eduardo Pizarro y otros, « Terrorismo y Seguridad » Editorial Planeta, Bogota, janvier 2003, pp.50 et 51.

⁶⁷ Les AUC ont reconnu avoir commis différents massacres et assassinats ciblés. Carlos Castaño, le leader des AUC, a affirmé que son mouvement renonçait dorénavant aux opérations dites « à objectifs multiples », à savoir les assassinats collectifs. Cf. Eduardo Pizarro LeonGómez y otros, Terrorismo y Seguridad p. 49.

sociale ni de contestation idéologique. Elle s'explique bien plutôt par un grand recours à l'économie de guerre (trafic de drogue, racket, enlèvements, vol de bétail essentiellement), donc des sources de financement intégralement criminelles⁶⁹.

Finalement, on ne peut que constater que les FARC, l'ELN et les AUC sont devenus des groupes terroristes, ne cherchant qu'à imposer leur domination à travers l'exercice de la terreur. Ils ont donc subi une évolution, les identifiant aux nouvelles menaces propres à cette époque dérégulée⁷⁰. Leurs liens avec des groupes internationaux en apportent une preuve. L'ELN et l'ETA ont manifesté ouvertement leur appui mutuel. Des relations avec l'IRA ont été mises en évidence (5 membres de l'IRA ont été arrêtés en Colombie⁷¹). Des liens ont également été identifiés avec du trafic d'armes en provenance de Jordanie⁷². Et si ces groupes armés ont encore un certain enracinement idéologique (sans doute plus pertinent à l'époque de la guerre froide), cet enracinement ne saurait survivre à leur immobilisme politique, à leur volonté obsessionnelle d'imposer un modèle remontant aux années 60 (nombre de leurs leaders, tel Tirofijo, n'ont plus quitté le maquis depuis cette époque), à leurs liens croissants avec le trafic de drogue et à leurs actes terroristes et désespérés contre la population civile. Nous pourrions, dans un avenir assez proche, nous retrouver face à une véritable décomposition de ces groupes, les faisant s'apparenter au groupe Al-Qaida.

⁶⁸ Daniel Pécaut, *Midiendo fuerzas. Balance del primer año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez*. Editorial Planeta, août 2003, p. 125.

⁶⁹ Aymeric CHAUPRADE, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, "La drogue dans les conflits d'Amérique Latine", Paris ; Institut de Stratégie Comparée EPHE IV –Sorbonne, Economica éditions, 2003, p.776

⁷⁰ Richard N. HAAS, *The Reluctant Sheriff. The United States After the Cold War*, New York ; Council on Foreign Relations, 1997 p.2. Dans le chapitre 2, intitulé "The age of deregulation", l'auteur décrit les caractéristiques de la période qui a suivi la guerre froide. Nous retiendrons ici que l'époque dans laquelle nous vivons y est caractérisée par une grande incertitude, la relative stabilité des acteurs et la présence de nouvelles menaces, confuses et également incertaines.

⁷¹ Ces 5 membres de l'IRA, présents dans la zone démilitarisée du Caguan du 3 juillet au 11 août 2001, pendant le processus de paix du gouvernement Pastrana, y auraient conseillé les FARC.

⁷² En 1999 les FARC ont pu acquérir 10.000 fusils AKM, armes en provenance du Royaume de Jordanie et qui ont transité via des trafiquants péruviens, « Montesinos responde por las armas para las FARC » *El Tiempo*, 20 janvier 2004.

TROISIEME PARTIE :
STRATEGIES DU GOUVERNEMENT ET RECOMMANDATIONS

« Une armée victorieuse peut avoir commis des erreurs tactiques, jamais des erreurs stratégiques. »⁷³

Jusqu'à présent nous nous en sommes tenus à présenter l'activité des groupes armés illégaux et la menace qu'ils représentent. Cependant nous sommes convaincus que la valeur ajoutée d'un tel mémoire réside dans la présentation de propositions en vue de résoudre le problème énoncé. Après cette première analyse des acteurs, de la menace qu'ils représentent et de l'importance stratégique de la région d'Arauca, nous souhaitons d'une part confronter les stratégies de ces divers groupes armés avec la politique de sécurité mise en œuvre par le gouvernement, et d'autre part émettre nos propres recommandations quant à la stratégie qu'il nous semblerait bon d'adopter.

31. Politique de sécurité dans la région d'Arauca et internationalisation du conflit.

En relation avec le conflit armé colombien, on dénombre de nombreux incidents à la frontière entre le département d'Arauca et le Venezuela. Février 2000 : 3 Vénézuéliens sont arrêtés en Colombie, accusés d'entretenir un trafic d'armes avec les FARC⁷⁴. Septembre 2003: le président Uribe confirme la séquestration par les groupes armés illégaux colombiens, sur la zone frontalière, de 46 Vénézuéliens⁷⁵. On sait que de hauts officiels vénézuéliens entrent clandestinement en Colombie pour négocier avec les FARC la libération de leurs compatriotes pris en otage⁷⁶. Un point sensible, selon Daniel Pécaut, concerne l'existence probable, sur le territoire vénézuélien jouxtant le département d'Arauca, de camps d'entraînement accueillant des membres des FARC,

⁷³ Mao Tse Toung, *Seleccion de Escritos Militares*, Ediciones Lenguas Extranjeras 1964, Pekin. p.77

⁷⁴ Equipe de rédaction, « Relaciones en Peligro », *El Tiempo* 8 mars 2000.

⁷⁵ Equipe de rédaction, « *El 85 por ciento de los secuestros de Venezuela ha ocurrido en la frontera con Colombia* », *EL Tiempo* 4 août 2003.

⁷⁶ *Revista Cambio*, 20/11/2000 : la Mano de Chavez. En : Socorro Ramirez et otros, *El Plan Colombia y la Internacionalizacion del conflicto*. Instituto de Estudios Politicos y Relaciones Internacionales – IEPRI. Universidad Nacional de Colombia, Editorial Planeta, Bogota, août 2001, p.20.

de l'ELN et même des AUC⁷⁷. Le sujet a pu être abordé jusqu'au sein de l'ONU, auprès de laquelle a été dénoncée à plusieurs reprises la présence, dans la région frontalière de Guadalupe, de camps au service du Frente 10 des FARC⁷⁸.

Les actes de délinquance (prises d'otages, racket, trafic de drogue et trafic d'armes) accomplis par les FARC et l'ELN, ainsi que l'existence de bases arrière sur le territoire vénézuélien, représentent un fort soutien logistique à la lutte armée. Selon Hervé Coutau-Bégarie, «une guerre révolutionnaire peut remporter de grands succès si elle conjugue trois conditions: tirer parti du terrain, établir une osmose entre les combattants et la population et disposer du soutien d'une tierce puissance (pour appui politique international, campagne de propagande et soutien logistique). Lorsque ce tiers ami est un voisin immédiat, il fournit un sanctuaire qui permet de prolonger la lutte indéfiniment..»⁷⁹. Hervé Coutau-Bégarie cite Ton That Thien: «L'arrière est un facteur permanent de victoire»⁸⁰. Il est clair que les FARC et l'ELN ont bien l'intention de conserver le Venezuela comme « tiers ami » et comme base arrière stratégique.

Les groupes armés illégaux cherchent donc à garder la mainmise sur les territoires jouxtant leurs zones de repli stratégique. Cette volonté de contrôler le département d'Arauca et surtout sa zone frontalière, afin de pouvoir établir des connexions entre les deux pays, les a conduits à opposer une forte résistance face au gouvernement colombien, qui a fait de cette région une zone prioritaire pour sa politique de sécurité⁸¹. Laquelle politique a pour axe stratégique, entre autres, la récupération du contrôle du territoire par l'Etat : « Le gouvernement restaure graduellement la présence et l'autorité de ses institutions sur le territoire, en tout premier lieu dans les zones

⁷⁷ Daniel Pécaut, *Midiendo fuerzas. Balance del primer año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez*. Editorial Planeta, août 2003, p. 107.

⁵ Ce thème de la présence de camps d'entraînement des FARC sur le territoire vénézuélien a provoqué de vives discussions au sein du Parlement vénézuélien. Le président de la Commission Politique extérieure de l'Assemblée Nationale, Julio Montoya, a accusé le Président Chavez de négligence et de complaisance à l'égard des groupes subversifs et lui a demandé de renoncer à vouloir servir de médiateur dans le conflit armé. Source: Project Counselling Services, ONU, 25/04/2003. Dans: www.reliefweb.int. Voir aussi El Tiempo, « El Nuevo Herald hace nuevas denuncias contra Hugo Chávez por protección a la guerrilla colombiana », le 4 janvier 2004.

⁷⁹ Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*. 3e édition Economica, Institut de Stratégie Comparée EPHE IV – Sorbonne, , Prix Fréville de l'Académie des sciences morales et politiques, Paris, 2002, p.490.

⁸⁰ Ton That Thien, « Bases arrière et stratégie révolutionnaire en Asie du Sud-Est (1945-1975) », *Relations Internationales*, n°36, p.467. En : Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, p.491.

⁸¹ « El presidente Uribe estuve en Arauca dirigiendo personalmente los Consejos de Seguridad », *El Tiempo*, 15,16 et 17/07/ 2003

considérées comme stratégiques,...Ce processus de consolidation nationale a commencé dans les zones prioritaires des communes des départements d'Arauca et de Bolivar »⁸²

En dépassant les frontières, le conflit armé colombien a rendu délicates les relations, nécessaires et importantes, entre la Colombie et le Venezuela. Les exportations colombiennes ont souffert de cette crise. Les répercussions de cette situation sont cependant essentiellement politiques. Daniel Pécaut écrit à ce sujet que "Chavez soupçonne les dirigeants colombiens de sympathie pour ses opposants, tandis que le gouvernement colombien soupçonne les autorités vénézuéliennes de tolérance à l'égard des FARC, au nom de l'unité bolivarienne"⁸³. Ces deux pays traversent actuellement une crise et la menace nécessite qu'une solution soit recherchée dans le cadre d'un appui mutuel, au risque sinon de voir empirer la situation dans la région.

231. La Politique de Défense et de Sécurité Démocratique.

Tenant compte des erreurs du passé, de l'échec du processus de paix avec les FARC initié par le gouvernement précédent, de l'accroissement de l'aide nord-américaine, de la vision propre de l'actuel chef d'état, Alvaro Uribe, en particulier en ce qui concerne la situation politico-militaire interne, le gouvernement colombien, face à la menace des groupes armés illégaux, base désormais sa stratégie sur la notion de "Politique de Défense et de Sécurité Démocratique"⁸⁴. Cette stratégie implique une politique globale de sécurité nationale, le renforcement des Forces Armées, la coordination entre les divers services de l'Etat et surtout l'implication de la population. Le Président Uribe est convaincu que l'on ne peut affronter un conflit comme celui-ci sans la participation de toute la société.

⁸² Presidencia de la Republica. Ministerio de Defensa Nacional. Politica de Defensa y Seguridad Democratica, Republica de Colombia, 2003, p. 42 et 44.

⁸³ Daniel Pécaut, *Midiendo fuerzas. Balance del primer año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez*, p.107.

⁸⁴ Cf. « Presidencia de la Republica. Ministerio de Defensa Nacional. Politica de Defensa y Seguridad Democratica », Republica de Colombia, 2003, p. 12. Dans ce document le gouvernement trace les principaux axes de sa politique en vue de protéger les droits de la population et renforcer l'Etat de droit et l'autorité démocratique sur l'ensemble du territoire, en particulier partout où ils paraissent menacés.

Le principal atout de cette politique de sécurité démocratique tient sans aucun doute dans la décision prise de résoudre le conflit à l'aide d'une stratégie globale, impliquant le concours des institutions de l'Etat, de la Force Publique et de la population sous la direction générale du Président de la République lui-même⁸⁵. Il s'agit de cette façon d'essayer de pallier la principale faiblesse des gouvernements antérieurs qui avaient abandonné le problème aux seuls militaires. C'est une décision-clef car le centre de gravité de ce genre de conflit est la population civile. Pour Mao Tse Toung, l'eau est au poisson ce que la population civile est à la guérilla, et les groupes armés illégaux se sont battus pour obtenir ce contrôle sur la population civile. Leur objectif est d'exploiter cette population, selon trois modalités : y recruter leurs effectifs, en tirer des ressources (impôts, racket,...) et y faire régner le clientélisme, le tout à travers la terreur. Comment prétendre alors traiter ce conflit sans impliquer la population?

Trois communes du département (Arauca - la capitale -, Saravena et Arauquita) ont été inscrites par le Président Uribe en zones de haute sécurité. L'administration fiscale et judiciaire se sont unies pour apporter leur appui aux opérations militaires contre les groupes armés illégaux. Parmi les mesures prises, la nomination par le Président de la République d'un Gouverneur, militaire à la retraite. La Force Publique a également été renforcée, avec le transfert dans la région du siège de la Brigade Mobile n°5, qui y sera chargée d'appuyer les opérations militaires, avec une série d'opérations menées par la Brigade anti-drogues (destruction de laboratoires producteurs de cocaïne, fumigation de cultures) et avec un contrôle militaire accru des infrastructures pétrolières, dans le cadre du Plan Energetico Vial.

232. Stratégies internationales de la politique de sécurité et Plan Colombia

Un autre objectif important de cette politique de sécurité démocratique a consisté à obtenir l'appui inconditionnel des Etats-Unis, en intégrant le conflit armé colombien dans la "guerre internationale contre le terrorisme"⁸⁶. Cet objectif du

⁸⁵ « El presidente Uribe estuvo en Arauca dirigiendo personalmente los Consejos de Seguridad », El Tiempo, 15,16 et 17/07/ 2003.

⁸⁶ « Le terrorisme est la principale méthode utilisée par les organisations armées illégales pour déstabiliser la démocratie colombienne,...les transferts de savoir et de technologie, la collaboration entre ces organisations et des groupes terroristes internationaux représentent un grave danger tant pour la

gouvernement colombien s'est vu facilité par le fait que les groupes armés illégaux, nous y reviendrons, ont eux-mêmes privilégié à l'action politique des actions de type terroriste. D'autre part, la lutte frontale menée par le gouvernement colombien contre le trafic de drogue a conduit à un appui total de la part des Etats-Unis. Ces choix n'ayant pas reçu le même écho dans d'autres pays, en particulier en Europe, les Etats-Unis restent pratiquement l'unique option.

Cet option était déjà présente dans le Plan Colombia du gouvernement Pastrana. A la fin du gouvernement Samper (1998), l'Etat et la société colombienne se trouvaient dans une situation d'extrême faiblesse stratégique face à des groupes armés illégaux ayant accru leurs actions, avec de graves effets sociaux et économiques. Le gouvernement Pastrana (1998 – 2002), en prenant l'option stratégique de la « diplomatie pour la paix », a contribué à internationaliser le conflit⁸⁷. Cette stratégie avait pour objectif de faciliter la pré-négociation avec les groupes armés illégaux et demandait à la communauté internationale de servir de témoin du processus et de s'assurer du respect des accords passés entre les différents protagonistes.

Dès le début de son mandat, le Président Pastrana développa deux stratégies parallèles: d'une part, le lancement d'un plan de paix audacieux avec les FARC, leur concédant un territoire de 42.000 Km², d'autre part la recherche d'appuis à l'extérieur du pays afin de renforcer l'Etat. Le Président Pastrana lia le thème de la paix à celui de la lutte contre le trafic de drogue: il prévoyait que les FARC, une fois réintégrées dans la vie civile, collaborent au programme d'éradication et de substitution des cultures illicites. Les Etats-Unis se montrèrent d'abord favorables à ces options. Le gouvernement Clinton voulait rompre l'isolement dans lequel se trouvait la Colombie depuis le gouvernement Samper (1994-1998). Les perceptions, tant de la Colombie que

Colombie que pour les pays hébergeant ces groupes », in *Politica de Defensa y Seguridad Democratica, Republica de Colombia, 2003, p. 26.*

⁸⁷ L'internationalisation du conflit a correspondu à une inquiétude croissante des pays limitrophes eu égard à la présence de groupes armés illégaux à leur frontière, à l'intérêt éveillé en Europe et aux Etats-Unis par la situation colombienne, et à une demande exprimée par certains secteurs de la société colombienne en faveur d'une solution alternative. D'autres facteurs sont intervenus : l'importance prise par la lutte contre le trafic de drogue, pour les droits de l'homme et l'humanitaire, ont fortement contribué à cette internationalisation. La Colombie, qui initialement était considérée par Washington comme un allié dans le cadre de la lutte contre le communisme, représente depuis le milieu des années 90 une menace pour la sécurité régionale (voir : Socorro Ramirez et otros, *El Plan Colombia y la Internacionalizacion del conflicto. p.9 – 188*).

de Washington, allaient évoluer avec la dynamique même du conflit. Des faits nouveaux favorisèrent des évolutions du Plan Colombia. Celui-ci, basé initialement sur des stratégies sociales, économiques et politiques, dut alors se concentrer sur la menace représentée par le trafic de drogue et ses liens étroits avec les groupes armés illégaux, afin de soutenir les institutions démocratiques et de garantir la sécurité, la liberté et les droits des citoyens.⁸⁸ La perception du conflit par les Etats-Unis en a été modifiée.

Dès la fin des années 90, les Etats-Unis ont tourné leur attention vers cette région d'Arauca. Ils y détiennent de grands intérêts, à travers des compagnies comme la OXY (voir seconde partie de cette étude). En mars 1999, trois spécialistes américains des populations indigènes y sont assassinés par les FARC. Les Etats-Unis exigent alors l'extradition des responsables. Cet événement, qui vient s'ajouter d'une part aux attentats commis contre les infrastructures pétrolières, d'autre part à la volonté des trafiquants de drogue, appuyés par les groupes armés illégaux, de faire de la région d'Arauca une de leurs bases, et enfin aux risques que représente dans la région la crise vénézuélienne, vont pousser les Etats-Unis à concentrer leur attention sur cette région.

L'aide américaine ne s'est pas fait attendre. Au début de l'année 2002, les Etats-Unis ont annoncé leur intention de consacrer 80 millions de dollars à la protection de l'oléoduc Caño Limon Coveñas. Cette décision a été suivie par la mise en place d'une brigade spéciale, entraînée par des instructeurs américains⁸⁹. D'autres mesures sont en cours afin de renforcer la politique de sécurité démocratique : la création du premier Bataillon Frontalier⁹⁰ localisé sans doute dans le département d'Arauca et le Plan Antiterroriste, actuellement présenté devant le sénat et consistant à conférer certains pouvoirs judiciaires à la Force Militaire.

⁸⁸ Plan Colombia, Plan para la paz, la prosperidad y el fortalecimiento del Estado, septembre 1999, pp. 30-31. En : Socorro Ramirez y otros, El Plan Colombia y la Internacionalizacion del conflicto. P. .86.

⁸⁹ Daniel Pécaut, *Midiendo fuerzas. Balance del primer año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez*, p.101.

⁹⁰ El Tiempo, « Gobierno pone en marcha primer batallón móvil para vigilar frontera con Venezuela », 4/09/2003.

233. Quelques résultats de la politique de sécurité du gouvernement

Les mesures spéciales déjà prises ont donné de bons résultats : nombreuses arrestations de personnes en lien avec les groupes armés⁹¹, réduction du nombre d'attentats contre l'oléoduc, destruction d'un grand nombre de laboratoires producteurs de cocaïne⁹², présence militaire accrue dans les zones urbaines comme Saravena et succès remportés lors des affrontements avec la guérilla. En parallèle de ces mesures de sécurité, le Gouvernement Uribe a présenté son « Plan National de Développement 2002-2006 : Vers un Etat communautaire »⁹³. Ce plan prévoit 621.914 millions de pesos pour différents programmes d'investissement dans le département d'Arauca.

Ces résultats ne font pas oublier que l'infrastructure pétrolière continue de subir des dommages, que la guérilla conserve des bases solides dans la région (campements et réseaux), que les assassinats collectifs ensanglantent les centres urbains (59 personnes assassinées entre janvier et février 2003 dans la seule commune de Tame) et que les grèves sont toujours manipulées (l'ELN a lancé, en février 2003, un mouvement de « grève armée » qui, pendant 6 jours, a bloqué les transports dans la région). Le plus impressionnant reste la capacité d'intimidation des groupes armés qui, pour s'opposer au Gouvernement, s'efforcent de produire un vide administratif et multiplient les menaces à l'encontre des fonctionnaires, des conseillers municipaux et des députés⁹⁴. Durant l'année 2003, de nombreux élus, dont le Gouverneur du département, ont dû renoncer à leur poste suite aux menaces des groupes armés.

La politique de sécurité dans la région d'Arauca a rencontré ses limites, qui demandent des mesures d'ajustement. Comme l'écrit Coutou-Bégarie « la stratégie est censée avoir une vision globale et à long terme, mais elle est à la merci de changements continus, imprévisibles, dès lors qu'elle est dépendante de la tactique »⁹⁵. Ces ajustements concernent deux points: le domaine social et la recherche de succès

⁹¹ El Tiempo, « Así se originó la detención masiva en Arauca por presuntos nexos con la guerrilla », 25/08/2003. 31 personnes ont été arrêtées, accusées de liens avec l'ELN dans le département d'Arauca.

⁹² El Tiempo « Destruídos 45 laboratorios para procesar coca en Arauca », le 28 octobre 2003.

⁹³ Departamento Nacional de Planeación, « Plan Nacional de Desarrollo 2002 – 2006 Hacia un Estado comunitario », República de Colombia, Plan Nacional de Inversiones 2003-2006, Departamento de Arauca.

⁹⁴ Daniel Pécaut, *Midiendo fuerzas. Balance del primer año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez*, p.122.

⁹⁵ Hervé Coutou-Bégarie, *Traité de Stratégie*, P.339.

militaires permettant de véritablement neutraliser les groupes armés illégaux. Le premier point a fait l'objet de critiques tant au niveau national qu'international. On a en particulier critiqué le Plan Colombia⁹⁶, pour l'importance accordée aux aspects militaires et l'absence de programmes sociaux. Ces derniers, bien que pris en compte dans le Plan de Développement de la région d'Arauca 2003-2006, restent très limités dans la pratique⁹⁷. La lutte contre les groupes armés illégaux, si elle oublie le développement social, en particulier des classes les plus défavorisées, ne peut conduire qu'à des résultats partiels et limités dans le temps⁹⁸. Ce type de conflit nécessite un appui corps et âme de la population civile. Dans l'Oxford Readers intitulé War, on explique la différence entre l'échec nord-américain au Vietnam et les succès remportés par les Britanniques en Malaisie, par une plus grande influence exercée par ces derniers sur les cœurs et les esprits de la population civile⁹⁹.

⁹⁶ Henry Kissinger, Does America need a foreign policy. Toward a diplomacy for the twenty-first century. ?Editorial The Fr Press, États-Unis, 2002, p.91. L'auteur analyse le Plan Colombia et la participation des États Unis à la résolution du conflit colombien. Il considère que l'aide en matière d'hélicoptères ou de formation des bataillons est une solution insuffisante pour lutter contre ces groupes armés illégaux et contre le trafic de drogue. Il faut par exemple concevoir un vaste plan en faveur des paysans et des cultures alternatives à la feuille de coca. L'aide des États Unis en la matière a été considérablement réduite par rapport à l'aide militaire.

⁹⁷ Aucun axe stratégique de la politique de sécurité démocratique ne prend en compte spécifiquement un programme de développement social en parallèle des mesures de sécurité. On se limite à mentionner que les autorités locales partageront avec le gouvernement la responsabilité, quand nécessaire, de planifier et de mettre en œuvre certains plans d'action.

⁹⁸ De ce point de vue, seul le Plan Lazo (1964) du général Ruiz Novoa correspondait à une vraie stratégie globale, mettant en parallèle le développement social et les mesures de sécurité. Cf. Cesar Torres del Rio, Seguridad y Fuerzas Militares, pp. 142 - 155.

⁹⁹ Martín Navias and Tim Moreman, Limited War and Developing Countries, in: WAR, Oxford Readers, édité par Lawrence Freedman, OXFORD University Press, 312.

3.2 Propositions dans le cadre de la politique de sécurité démocratique.

Comme nous l'avons vu, le gouvernement a axé sa lutte contre les groupes armés illégaux sur sa politique de sécurité démocratique. Cependant, tous les résultats espérés n'ont pas été atteints en matière de sécurité et de nombreux problèmes sensibles subsistent. Les mesures de contrôle du territoire par exemple ne peuvent pas consister uniquement dans un renforcement des troupes sur le terrain. Les diverses institutions représentant la Force Publique ne s'appuient pas suffisamment l'une l'autre. Les activités de renseignements présentent des lacunes. Les institutions locales sont infiltrées par les groupes armés illégaux du fait de vingt années de co-existence. Les paysans qui ont rejoint les zones urbaines restent sous contrôle des groupes armés illégaux. Ces derniers, même s'ils ont subi de nombreux revers, bénéficient toujours de structures solides et de puissants leaders. Qui plus est, la frontière avec le Venezuela reste très perméable. Le gouvernement a pourtant concentré ses efforts sur cette région. Que peut-il faire de plus ?

Le conflit armé colombien relève de la guérilla, de la guerre irrégulière, de la petite guerre ou encore de la guerre non conventionnelle. Jamais par exemple les groupes armés illégaux ne s'aventurent dans de véritables batailles avec les forces armées. Ils ne se livrent qu'à de rares offensives, et toujours contre des cibles faciles, qu'ils sont sûrs de pouvoir vaincre. Il est bien difficile d'identifier leurs objectifs militaires. Face aux attaques permanentes des Forces Armées, ils ont opté pour la dispersion. Du point de vue militaire, leur victoire consiste essentiellement en une bonne stratégie de défense, au sens où leur grand succès revient à protéger et à éviter la déroute de leurs troupes. Ils privilégient donc les actes terroristes et leur sauvagerie. Leur organisation est diffuse, clandestine et d'ordre criminel, même si par ailleurs elle est le résultat d'une planification poussée : partis politiques clandestins, infiltration des services de l'Etat, réseaux de collaborateurs se mélangeant aux petits paysans, financements d'origine criminelle (drogue, rackets, enlèvements, économie de guerre), contrôle des couloirs permettant le déplacement de leurs troupes, connexions avec les mafias internationales et le marché noir.

Définir une stratégie face à ce type de guerre est donc extrêmement complexe. Certains spécialistes ont pu estimer que nous sommes en face de difficultés similaires à celles qui mettent à l'épreuve les hommes et les organisations en cas de conflit nucléaire¹⁰⁰. Les mêmes stratèges ont livré leurs recommandations pour affronter ce genre de conflit. Colin S. Gray conseille d'éviter deux erreurs : la première, qui conduit tout droit à la déroute par manque d'une vraie stratégie, consiste à négliger ces conflits en considérant qu'ils n'ont pas les dimensions d'une vraie guerre¹⁰¹. La seconde, qui rend également difficile le recours à une stratégie, consiste à les considérer comme des guerres du futur, en totale rupture avec les guerres conventionnelles. Bien au contraire, ce genre de guerre appartient à l'histoire de la stratégie, revenant cycliquement dans l'histoire des hommes. En dehors des inévitables évolutions technologiques, la science stratégique, et en particulier celle qui concerne la guerre de guérilla, restera toujours valable. Il suffit de lire avec attention les écrits militaires de Mao Tse Toung (1939) et de les comparer avec les plans stratégiques des FARC des années 60 ou même d'aujourd'hui, pour découvrir de surprenantes similitudes, jusque dans le langage utilisé.

Ce mémoire s'est donné pour objectif d'analyser les divers aspects du conflit armé dans cette région en vue d'aboutir à des recommandations. Le tableau n° 4 (page suivante) donne un aperçu de trois éléments fondamentaux: les principales conditions théoriques, et leurs nouvelles tendances, d'une guerre révolutionnaire, les principaux axes stratégiques des groupes armés illégaux, et les modalités de la politique de sécurité menée par le gouvernement dans la région d'Arauca. En tenant compte de ces diverses données, nous nous proposons de commenter et d'enrichir l'action du gouvernement à travers une série d'axes stratégiques (voir colonne de droite du tableau).

¹⁰⁰ Colin S. Gray, *Modern Strategy*, Grande Bretagne; OXFORD University Press. 1999, p.279

¹⁰¹ Il ne faut pas oublier qu'en Colombie les effectifs des groupes armés illégaux ne dépassaient pas les cent personnes dans les années 60 et qu'ils tournent aujourd'hui autour de 30.000 personnes. La menace qu'ils représentent n'est apparue dans toute sa clarté que depuis une dizaine d'années.

Tableau N° 4

Comparaison entre objectifs stratégiques théoriques d'une guerre révolutionnaire, stratégie actuelle des GAI et stratégie de l'actuel gouvernement colombien, + propositions d'ajustement. (Elaboré à partir des informations et des analyses figurant dans le présent mémoire)

CONDITIONS ET OBJECTIFS THEORIQUES D'UNE GUERRE REVOLUTIONNAIRE	STRATEGIE DES GROUPES ARMES ILLEGAUX	STRATEGIE DU GOUVERNEMENT DANS LA REGION D'ARAUCA Objectifs stratégiques (Ministerio de Defensa Nacional, Política de Defensa y Seguridad Democrática República de Colombia, 2003 pp. 1-67)	PROPOSITIONS D'AJUSTEMENT Axes stratégiques (Ces ajustements doivent être accompagnés d'un vaste programme de développement des populations les plus défavorisées).
1. Tirer parti du terrain et amener la guerre en milieu urbain	<p>Contrôle du territoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Couloirs de déplacement ▪ Zones de repli stratégique ▪ Zones libérées <p>Terrorisme:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Massacres ▪ Assassinats collectifs ▪ Expulsion / menaces contre les représentants de la Force publique <p>Guerre Urbaine</p>	<p>Consolidation du contrôle d'Etat sur le territoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Restauration progressive de la présence des Forces publiques ▪ Augmentation des condamnations pour délits graves ▪ Renforcement de la justice ▪ Diminution des dénonciations pour violation des droits de l'homme ▪ Renforcement des institutions de l'Etat 	<p>1. Vers un contrôle du territoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation des Forces ▪ Renforcement des activités de renseignement ▪ Ajustement du concept opérationnel ▪ Recours aux technologies de pointe pour le recueil d'information
<p>2. Etablir une osmose entre les combattants et la population</p> <p>3. Avoir une idéologie</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrôle de la population civile et des institutions locales ▪ "Trabajo de masas" et prosélitisme armé FARC: Mouvement politique (clandestin) bolivarien, ELN 	<p>Protection de la population:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Démantèlement des organisations terroristes ▪ Réduction des enlèvements et extorsions ▪ Réduction des homicides ▪ Prévention des déplacements forcés ▪ Réintégration des GAI dans la vie civile ▪ Structures locales d'appui (fisc,DAS) 	<p>2. Isolement des GAI de la population civile:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Juridique ▪ Socio-culturel ▪ Neutralisation de la logistique des GAI
4. Contrôler l'économie de guerre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Activités du trafic de drogue ▪ Activités déprédatrices (séquestration avec rançon, détournement de fonds à travers chantage et racket des acteurs économiques) ▪ Activités économiques licites (investissements) ▪ Activités économique-politiques propres aux GAI (perception d'impôts) 	<p>Elimination du commerce de la drogue</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Interdiction de certains ingrédients de base ▪ Eradication des cultures ▪ Démantèlement des réseaux ▪ Mise sous séquestre des biens et des fonds liés au trafic 	<p>3. Contrôle de l'économie de guerre</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lutte contre le trafic de drogue ▪ Neutralisation des pratiques déprédatrices ▪ Neutralisation des activités économiques licites des GAI ▪ Neutralisation de la perception d'impôts par les GAI
5. Disposer du soutien d'une tierce puissance	Utilisation du Venezuela comme base-arrière stratégique	Recherche d'un appui international, à travers l'inscription du conflit colombien dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. "Plan Colombia"	<p>4. Diplomatie en vue de la securite</p> <p>Etablir des relations colombo-vénézuéliennes permettant un appui mutuel en vue de neutraliser les actions des GAI à la frontière</p>

L'un des éléments les plus importants en matière de politique de sécurité consiste à définir le centre de gravité¹⁰² de l'adversaire, en l'occurrence des groupes armés illégaux présents dans la région. Sans l'identification de ce centre de gravité, et sans l'orientation de l'ensemble de ses actions et de ses efforts vers ce centre, l'on peut aisément perdre toute efficacité dans la lutte contre l'adversaire. Il nous semble que le centre de gravité des groupes armés illégaux à l'œuvre dans le département d'Arauca tient dans le contrôle, au sens large, que l'ensemble de leurs actions illicites leur a permis d'obtenir sur ce territoire, à savoir à la fois un contrôle du terrain, un contrôle de la population et un contrôle des ressources régionales. Ce contrôle du territoire veut dire également contrôle du trafic de drogue et de l'économie de guerre (racket essentiellement), contrôle de la politique locale et d'une bonne partie des représentants des institutions nationales, contrôle des entreprises privées et mainmise sur une région jouant le rôle stratégique d'arrière-garde. Ce contrôle territorial représente pour les groupes armés illégaux leur liberté d'action, leur puissance. Ils en tirent leur volonté de combattre. C'est en direction de ce centre de gravité que s'inscrivent l'ensemble des actions que nous préconisons et que nous allons décrire maintenant une à une.

¹⁰² Selon la doctrine française, le centre de gravité se définit de la façon suivante : caractéristiques, capacité ou situation géographique dont un pays, une alliance, une force militaire ou toute autre entité tire sa liberté d'action, sa puissance ou sa volonté de combattre. Le centre de gravité stratégique donne la liberté d'action, donne la puissance ou la volonté d'atteindre les objectifs stratégiques, le centre de gravité opératif donne la liberté d'action et les moyens d'atteindre les objectifs. Cf. Instruction 1000 in Extrait du glossaire de terminologie, Paris; CID, 2003, p.2 . Nous retrouvons cette même définition dans « OTAN, section III, 0308 Key operational planing concepts, Belgique, 2002, p. 3-3 ». Le conflit armé dans la région d'Arauca relève du niveau opératif.

321 Premier axe stratégique: vers un contrôle du territoire.

Le contrôle du territoire s'effectue en particulier à travers les actions militaires menées par la Force Publique directement contre les groupes armés illégaux, avec pour objectif leur neutralisation. Au sein de cet axe stratégique, nous nous sommes donnés trois objectifs: organiser les Forces Armées, renforcer les activités de renseignements et ajuster le concept opérationnel.

En ce qui concerne l'organisation des Forces Armées, nous proposons de travailler dans le cadre du concept d'"Interarmées"¹⁰³. L'Armée de Terre et l'Armée de l'Air se sont déjà organisées pour coordonner leurs efforts, mais de façon encore trop insuffisante. Un point clef du travail interarmées consiste dans l'unification du commandement sur un même théâtre d'opérations. On pourra estimer que la Police Nationale ne conduit pas vraiment des opérations militaires et qu'elle relève de la Force Publique et non des Forces Armées. Rappelons cependant que les actions menées par les groupes armés illégaux ne sont pas de type conventionnel et qu'elles requièrent souvent une intervention plus policière que militaire. Ajoutons, pour continuer dans ce sens, que dans les zones rurales les groupes armés illégaux remplissent eux-mêmes des fonctions de police, avec l'appui de la population. Bien souvent ce sont eux qui règlent les litiges entre paysans. Dans ces zones, l'Armée de Terre n'est présente que de façon épisodique et ne joue pas le rôle de police. Quant à la Police Nationale elle reste concentrée dans les zones urbaines. Une fois en zone rurale, elle est totalement démunie face à une action armée. Il est clair que les opérations militaires, si elles étaient accompagnées d'unités de police, donneraient de meilleurs résultats. On retrouve la même chose avec les opérations de contrôle des rivières: l'Armée de Terre ne possède pas les moyens nécessaires pour assurer cette mission et les Forces Navales concentrent leurs efforts sur des zones particulières comme la rivière Arauca. Une telle région nécessiterait un travail coordonné de l'ensemble des Forces Armées (Armée de Terre, Force Navale, Force Aérienne et Police), et sous un seul commandement.

¹⁰³ Dans le monde une bonne partie des Forces Armées travaillent déjà dans le cadre de ce concept d'« interarmées ». L'OTAN en est un bon exemple. Ce concept est particulièrement nécessaire pour affronter la nouvelle menace du terrorisme. Certains experts colombiens proposent également de travailler

Le département d'Arauca devrait devenir un seul théâtre d'opérations. Au commandant en chef responsable du niveau opérationnel seraient subordonnés, pour les aspects tactiques, les commandants de chaque force. Pour Hervé Coutau-Bégarie, "L'art opératif est fondamentalement interarmées: à l'échelon armée ou groupe d'armées, il est impératif de prévoir la coordination de forces terrestres et aériennes, ou aériennes et navales..."¹⁰⁴. L'auteur présente la conception actuelle de la doctrine française : "Le niveau opératif est celui auquel une opération est planifiée, conduite et soutenue, en vue d'atteindre un objectif stratégique sur un théâtre d'opérations. C'est le niveau de combinaison des actions interarmées sur ce théâtre sous la responsabilité du commandant de théâtre"¹⁰⁵

Le second objectif consiste à ajuster le concept opérationnel. Sont concernés : la doctrine¹⁰⁶, le passage de la tactique à l'opérationnel, la transition de la dispersion à l'action sélective. En ce qui concerne la première, les lois ou théories militaires ayant valeur de principes directeurs relèvent de l'expérience acquise en 40 ans de conflit. Ces principes une fois formulés doivent guider l'élaboration des décisions pratiques devant être prises. Nous avons pour devoir de recueillir les leçons que nous a léguées le combat pour la démocratie. Nous avons pour autre devoir de juger de la valeur ou non de ces principes pour l'actuel conflit, d'en extraire les aspects positifs, et de les enrichir à l'aide de notre propre expérience, de nos propres spécificités. Ainsi nous apporterons notre valeur ajoutée aux opérations en vue de neutraliser les groupes armés illégaux. Les Forces Armées colombiennes ont une grande expérience de la guerre irrégulière. Nous devons avoir confiance dans notre propre doctrine, plutôt que d'en privilégier une autre qui ne serait pas élaborée en fonction des spécificités du conflit qui marque notre pays.

dans le cadre du concept d' interarmées et théâtres d'opérations. Cf. "Fundación Seguridad y Democracia dice que revolcón militar requiere acabar brigadas y divisiones", El Tiempo 23 novembre de 2003.

¹⁰⁴ Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, P. 127

¹⁰⁵ Revue du Commandement de la doctrine et de l'entraînement de l'armée de terre, 2, 1er trimestre 1996, en: Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, P. 127.

¹⁰⁶ Selon Lucien Poirier, la doctrine « procède d'un choix calculé dans la pluralité des théories existantes. Elle en extrait une représentation et une conception privilégiées de l'action », in Lucien Poirier, *Stratégie théorique III*, Paris, ISC-Economica, Bibliothèque stratégique, 1996, p.7.

Selon Jacques Laurent, " Les principes directeurs, une fois formulés, servent de guide dans l'élaboration des décisions pratiques à prendre", in Jacques Laurent, "Un outil pour la pensée militaire soviétique". Selon le Field Manual paru aux Etats-Unis, " La doctrine est un guide pour "mener les guerres et conduire des opérations autres que la guerre", 100-5, 1993, p. V.

Il s'agit également de passer des aspects tactiques aux aspects opérationnels. La mission consistant à protéger les infrastructures pétrolières et les centres urbains dans le département d'Arauca a contraint les Forces Armées à se disperser sur l'ensemble de la région, chaque unité ayant la responsabilité de son secteur. Chaque bataillon est donc en charge des opérations tactiques relevant de sa juridiction¹⁰⁷. Jusqu'à présent, en ce qui concerne les opérations menées par les divers corps d'armée, le niveau tactique relève des bataillons et le niveau opérationnel relève de la Brigade (laquelle englobe l'ensemble des secteurs assignés aux bataillons). La plupart des opérations sont donc menées de façon isolée et correspondent à la vision d'un bataillon, en vue d'objectifs tactiques (neutralisation d'actions ou de membres des groupes armés illégaux). Or, il serait plus utile de rechercher des résultats en vue de la résolution du conflit, à savoir des résultats plus stratégiques que tactiques. Menées dans le cadre du concept d'interarmées, les opérations engagées seraient différentes. Le niveau tactique serait représenté par les opérations conduites par chacun des corps d'armée dans l'ensemble du département. Quant au niveau opératif, il correspondrait à la coordination et à la conduite de l'ensemble de ces opérations. C'est à dire que la planification et la conduite des opérations dépendraient exclusivement du commandant du théâtre des opérations et que les opérations devraient être orientées de façon à affecter le centre de gravité des groupes armés illégaux. C'est dans ce sens qu'il s'agit de passer du niveau tactique au niveau opérationnel. Ce n'est qu'en remportant des victoires stratégiques que l'on pourra espérer mettre en déroute les groupes armés illégaux.

Enfin, il faut assurer la transition de la dispersion à l'action sélective. Nous avons vu combien le dispositif militaire apparaît dispersé. Une telle dispersion le fragilise face aux groupes armés illégaux. Ces derniers ont choisi de se disperser sur l'ensemble du territoire, obligeant par là les forces armées à faire de même. Le département d'Arauca n'est pas un cas exceptionnel. L'ennemi y a utilisé cette stratégie afin, en concentrant les Forces armées dans les différents centres urbains, de garder le contrôle sur la population rurale. Il lui est ainsi plus facile de frapper localement la Force Publique et de garantir sa propre sécurité. Tandis que les opérations des Forces

¹⁰⁷ Depuis quelques temps, des unités relevant du commandement supérieur, comme la « Movil 5 », ont apporté leur appui sur le terrain. La Force d'Intervention Rapide (FUDRA) est également intervenue dans deux opérations, chacune étalée sur trois mois, impliquant trois brigades mobiles. Mais l'essentiel de la responsabilité opérationnelle dans cette juridiction continue à relever des bataillons.

armées restent limitées dans l'espace, les groupes armés illégaux accroissent leur emprise sur le territoire. Comment remédier à cette situation, à cette dispersion de nos forces ? Augmenter la mobilité peut être une solution. Concentrer temporairement des forces en est une autre. L'on pourrait par exemple utiliser 70% des forces présentes sur le territoire pour mener une ou plusieurs opérations dans une zone donnée, tandis que les 30% restants assureraient la sécurité sur le reste du département. Il est certain que parfois nous devrions suivre le principe de masse suivant : « Tout ou presque tout en vue de l'objectif principal, rien ou presque rien en vue des objectifs secondaires ».

Le troisième objectif consiste à renforcer les activités de renseignements dans le cadre des activités de routine. Les Forces Armées ont fait de gros progrès en la matière. Le gouvernement a planifié le recrutement d'informateurs au sein de la population civile : ce réseau est un élément indispensable de la politique de sécurité démocratique. La principale limite rencontrée dans ce domaine nous renvoie au point précédent, à savoir que chaque Force travaille de façon relativement isolée. La police, du fait de ses fonctions spécifiques, est en contact étroit avec la population civile mais n'a pas de compétence en matière de science du renseignement. De son côté, l'Armée bénéficie d'une expertise dans le domaine mais manque de contacts avec la population, étant en général basée dans des zones à l'écart des centres urbains. Nous proposons donc que l'Armée vienne appuyer les forces de police, par exemple en fournissant des officiers spécialisés, et que la police pilote les services de renseignements de base¹⁰⁸, services qui bien entendu doivent être subordonnés au commandant du théâtre des opérations.

Le quatrième objectif est le contrôle des couloirs stratégiques et des zones de déplacement des groupes armés illégaux. Il se réfère à l'ensemble des actions visant à identifier ces couloirs stratégiques, principaux ou alternatifs (routes, rivières, couloirs aériens, sentiers), puis aux actions offensives en vue de s'assurer le contrôle militaire de ces zones. Pour un repérage plus efficace de ces lieux et de ces mouvements de troupe,

¹⁰⁸ Dans la commune de Tame, une expérience de ce genre a été menée en 2001-2002. Un officier des services de renseignements de l'Armée de Terre a partagé son travail avec la Police locale, avec d'excellents résultats.

le recours à des technologies de pointe, telles que les drones (RPV- Remotely Piloted Vehicle), représenterait une excellente solution technique¹⁰⁹.

322. Deuxième axe stratégique : isoler les groupes armés illégaux de la population civile.

La politique d'isolement des groupes armés illégaux repose sur l'ensemble des moyens légaux et judiciaires mis au point par les services de sécurité et les instances juridiques de l'Etat, avec l'appui des Forces armées, afin de séparer groupes armés et population civile. Nous retrouvons là aussi trois objectifs. Le premier est d'ordre judiciaire. Il fait appel à la délation et à la mise en accusation des membres des groupes armés ayant infiltré les institutions locales, jusqu'aux services de la justice, et les compagnies pétrolières. Il s'agit de contrecarrer les organisations servant de couvertures aux groupes armés. Pour ce faire, la création d'un groupe de planification opérationnelle transverse aux différentes administrations et subordonné au commandement en chef du théâtre des opérations est indispensable. Le second objectif est d'ordre socio-culturel. Il fait référence au contrôle des syndicats qui se sont laissés infiltrer par les groupes armés illégaux, venus détourner l'action syndicale. Le dernier objectif concerne le contrôle des organisations logistiques de chaque groupe armé illégal.

Comme on peut le voir, cet objectif d'isoler les groupes armés illégaux nécessite un appui de la population civile à l'égard des organismes de l'Etat et de ses Forces Armées. Cela n'est possible que si la population trouve son intérêt dans cette coopération. Dans le département d'Arauca, la population doit comprendre que les groupes armés illégaux représentent une menace pour la liberté de chacun, pour les droits de la population et pour le développement de la région. Toute personne qui apprécie la liberté et la démocratie devrait être encline à coopérer avec les Forces légitimes de l'Etat pour neutraliser une telle menace. Mais obtenir cette coopération

¹⁰⁹ Système utilisé avec succès en particulier par les Etats Unis, la France et Israël. Il remonte aux années 60, mais son réel développement est contemporain de la Guerre du Golfe. Il est considéré comme une clef de la lutte antiterrorisme. Les Etats Unis auraient utilisé 1000 drones en Irak. Sources : conférence Cours Interarmées de Défense CID, Paris, le 19 mars 2004.

n'est pas chose facile. Le meilleur moyen pour le faire consiste à répondre d'abord aux besoins basiques de la population, point sur lequel nous reviendrons.

323. Troisième axe stratégique : contrôler l'économie de guerre.

C'est un axe sur lequel l'action du gouvernement s'est le plus concentrée, en particulier en ce qui concerne le trafic de drogue et la main-mise sur les aides d'état. Nous l'avons vu, les ressources financières des groupes armés relèvent d'un vaste système. Il s'agit donc de chercher à interrompre ces divers types de financements, en suivant quatre objectifs. Le premier vise à neutraliser les ressources liées au trafic de drogue (fumigation ou destruction des cultures, lutte contre les laboratoires clandestins, contrôle du trafic aérien et des pistes clandestines). Le second vise l'économie déprédatrice (contrôles au sein des compagnies, protection contre le racket, contrôle des sommes versées au titre des compensations financières). Le troisième vise la neutralisation des activités économiques licites des groupes armés illégaux, propriétaires d'un nombre incalculable de terres, de troupeaux et d'entreprises leur servant de couverture. Tout ce système doit être identifié et défait. Une équipe transverse aux différentes institutions de l'Etat et entièrement dédiée à ce travail pourrait donner de bons résultats. Quant au quatrième objectif, il consiste à empêcher les groupes armés illégaux de récolter des impôts, en apportant un appui au commerce légal, principale victime de ce genre de racket.

324. Quatrième axe stratégique : la diplomatie au service de la sécurité des frontières.

L'objectif principal est de stabiliser les relations entre la Colombie et le Venezuela, de façon à permettre la coopération dans le cadre de la lutte contre les actions menées par les groupes armés illégaux sur la frontière. Plusieurs aspects (relations internationales, droit international, sécurité et défense) requièrent un examen attentif. L'idée est de lutter contre le caractère perméable de la frontière, qui favorise les actions des groupes armés illégaux. Des solutions alternatives doivent être envisagées, comme celle d'un périmètre, d'une frange de sécurité sous contrôle des Nations Unies,

ou d'une brigade colombo-vénézuélienne des deux côtés de la frontière, sur le modèle du corps franco-allemand, ou encore d'une force internationale de sécurité comme en Sierra Leone. Ces solutions devront en tout cas s'appuyer sur un renforcement des relations entre les deux pays, sur une meilleure entente qui fera mieux percevoir la menace représentée par les groupes armés illégaux.

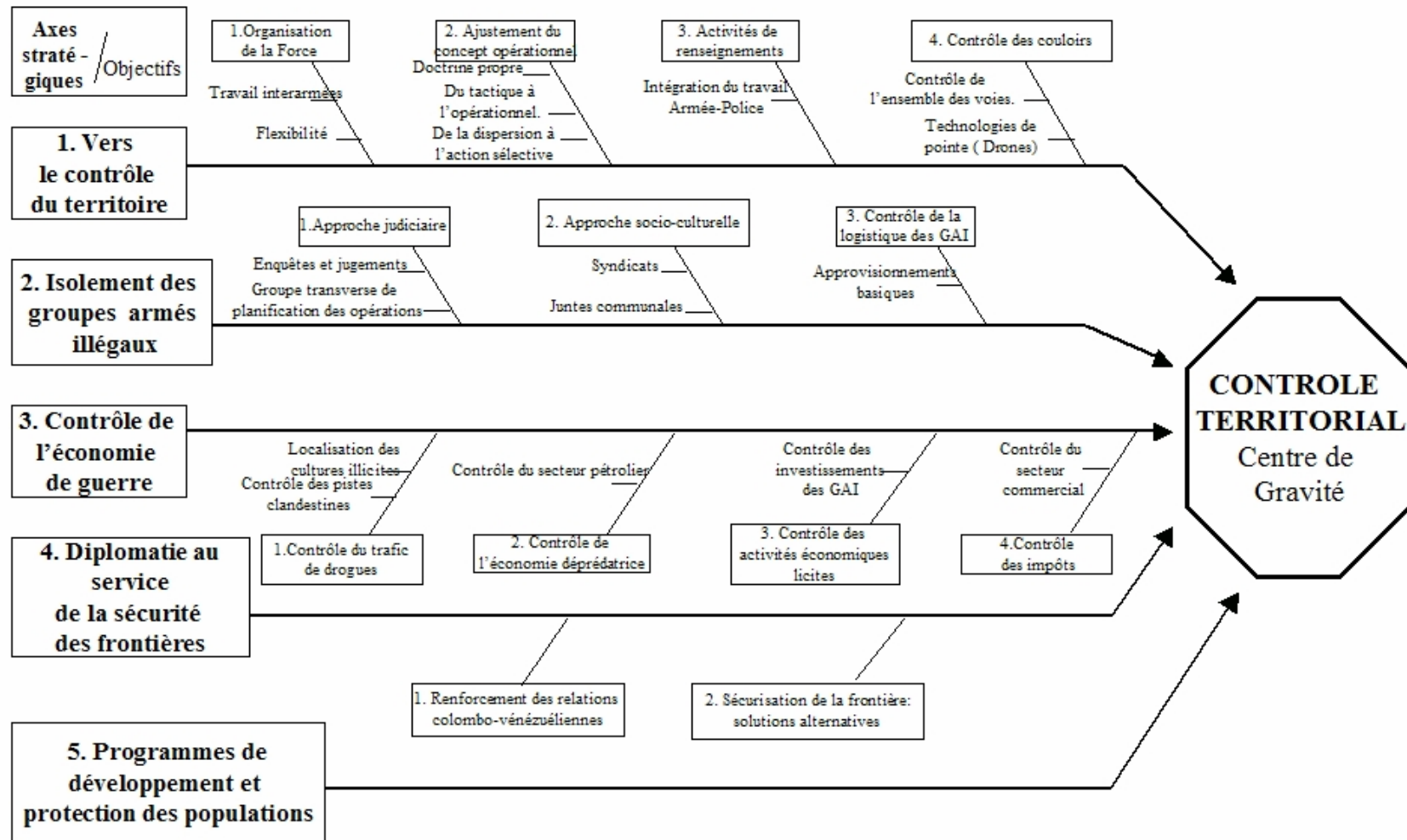
325. Cinquième axe stratégique : développement et protection des populations.

Comme nous l'avons dit au début de ce mémoire, cette politique de sécurité ne peut réussir que si elle s'accompagne de mesures gouvernementales en vue de protéger les populations les plus défavorisées.

Il apparaît donc indispensable que le gouvernement mette en place des plans de développement social en lien avec sa politique de sécurité, plans dont les objectifs et les moyens doivent être clairement définis. On notera que la solution ne passe pas simplement par des investissements publics massifs. Entre 1989 et 1995, l'un des plus gros projets choisis pour le développement de la région d'Arauca a été la réfection de la route reliant la commune de Saravena à celle d'Araquita. Certes, du seul point de vue « technique » des coûts, de la qualité et des délais, cette réalisation, pour le gouvernement et les troupes du Génie en charge du projet, a été un franc succès. Mais ses bénéfices du point de vue social, et en particulier en ce qui concerne la sécurité, sont peu évidents. Pendant les travaux, les attaques des groupes armés illégaux, opposés à ce projet, ont occasionné la mort d'une trentaine de soldats. Et aujourd'hui, tant du point de vue social que de celui de la sécurité, la situation dans la région s'est dégradée. En l'absence de leadership des autorités locales, et si ces dernières ne peuvent exercer leur autorité et assurer la sécurité, tout effort peut s'avérer vain.

Le graphique n°8 (page suivante) présente un résumé de ces cinq axes stratégiques, dans leur interaction avec le contexte général.

Graphique N° 8
 Axes stratégiques
 (source : l'auteur)



CONCLUSION

Le département d' Arauca apparaît donc comme une des principales régions géostratégiques de la Colombie. Cette région voit converger les intérêts des divers groupes armés illégaux. Les FARC et l'ELN y mènent une lutte acharnée à la fois contre les AUC et contre les forces gouvernementales. Par cette lutte, les FARC et l'ELN entendent conserver le contrôle sur ce territoire, contrôle exercé depuis près de 20 ans et qui leur a permis de mettre en place un système complexe d'économie de guerre (trafic de drogue, enlèvements, racket aux entreprises pétrolières, détournement des subventions publiques, vol de bétail). Cette économie de guerre leur apporte d'énormes ressources financières. En contrôlant cette région, les FARC et l'ELN montrent également toute leur puissance et leur capacité de réaction.

Ces années de lutte ont vu une évolution des groupes armés illégaux, apparentée à une véritable décomposition. Leur croissance ne s'est nourrie ni de révolte sociale ni de contestation idéologique. A travers l'économie de guerre, le financement de ces groupes est d'ordre criminel et non pas celui d'une guérilla pauvre en quête de ressources pour soutenir sa lutte. Ces groupes sont en effet multimillionnaires (ils font partie des organisations les plus riches du monde) et cherchent à prendre le pouvoir sur le pays à l'aide de tous les moyens illégaux possibles. L'aspect idéologique de leur lutte a presque totalement disparu. La lutte pour la conquête des esprits a fait place à la lutte pour le contrôle et la domination du territoire. Ces groupes n'offrent plus aucune perspective à la population en matière de développement ou de solution des problèmes sociaux. Ils n'apportent que la terreur, la désolation, l'incertitude, la pauvreté. Ils sont porteurs des valeurs dictatoriales de l'autocratie. Ils ont privilégié le terrorisme contre la population et contre la démocratie colombienne bien plutôt que de tendre à offrir une véritable alternative politique. On ne peut que constater que les FARC, l'ELN et les AUC sont devenus de simples groupes terroristes.

Le département d' Arauca leur est apparu hautement stratégique pour les raisons suivantes : 1) du point de vue économique: la région possède parmi les réserves de pétrole les plus importantes du pays et offre des conditions géographiques propices à en faire, au détriment du sud du pays, un nouvel empire de la drogue, 2) du point de vue

géostratégique : la région permet un accès facile au Venezuela, qui sert de base arrière aux groupes armés illégaux et leur permet de compter sur un possible appui politique extérieur, 3) du point de vue politique: le contrôle qu'ils exercent sur ce territoire est tel qu'ils le considéraient, il y a encore peu de temps, comme une zone libre. Au vu de ces trois motifs, on comprend que le perte du contrôle sur ce territoire représenterait pour eux une véritable faillite de leurs plans stratégiques et en conséquence un affaiblissement de leurs structures au niveau national. Ce conflit a donc attiré l'attention non seulement du gouvernement colombien mais également des USA, sensibles à la présence dans cette région de compagnies pétrolières nord-américaines ainsi qu'au risque représenté par le développement du trafic de drogue.

Nous avons vu que les groupes armés illégaux ont pour centre de gravité ce contrôle territorial. Ce centre de gravité implique non seulement une organisation militaire, mais également toute une série de systèmes de contrôle diffus de la société : 1) contrôle du pouvoir local, 2) contrôle de l'économie de guerre, 3) contrôle de la population. Dans la mesure où la stratégie de ces groupes armés relève d'une approche globale, comment la politique de sécurité menée à leur rencontre pourrait-elle ne pas consister elle-même en un plan global de lutte contre l'ensemble des composantes de cette menace ?

Le gouvernement colombien a centré ses efforts sur sa Politique de Défense et de Sécurité Démocratique. Cette stratégie comprend essentiellement des mesures spéciales de sécurité. Leur mise en application dans le département d'Arauca a permis déjà de corriger un certain nombre d'erreurs commises dans le passé. Un des principaux changements apportés consiste dans le fait que le gouvernement, resté longtemps absent des premières lignes, assume désormais en direct la responsabilité et la mise en œuvre de ces mesures. Il apparaît par contre que la seule application de mesures de sécurité ne peut suffire à résoudre ce type de guerre irrégulière. La situation délicate de la région, son rôle test pour le pays, requiert une stratégie globale qui vienne ajouter aux mesures de sécurité un véritable programme de développement social, afin de faire face à l'ensemble du spectre de la menace. De ce point de vue, pour le gouvernement actuel et les représentants de la Force Publique, les objectifs dans cette région, mais également dans le cadre d'une vision nationale, devraient être les suivants: 1) synchroniser le

travail des différentes administrations, 2) synchroniser les efforts interarmés, 3) favoriser le développement social des populations les plus exposées. Les ajustements que nous avons proposé d'apporter à la politique de sécurité du gouvernement visent à remplir ces objectifs, dans une approche systémique choisie comme axe stratégique fondamental. Cette approche permettra d'embrasser le spectre complet de la menace et de neutraliser le contrôle que les groupes armés illégaux entendent maintenir sur ce territoire. L'intégration systémique des objectifs énoncés ci-dessus et la mise en œuvre des moyens correspondants est le véritable défi qui s'offre à l'actuel gouvernement, tant pour apporter une solution définitive à la situation délicate dans laquelle se trouve cette région d'Arauca que pour disposer d'une stratégie véritablement efficace pour résoudre le conflit armé au niveau national.

ANNEXE 1
SIGLES ET ACRONYMES

ABC	Arauca, Boyaca y Casanare
ACCU	Autodefensas Campesinas de Cordova y Uraba
ANAPO	Alianza Nacional Popular
ANUC	Asociacion Nacional de Usuarios Campesinos
AUC	Autodefensas Unidas de Colombia
CHEM	Centre des Hautes Etudes Militaires
CID	Collège Interarmées de Défense
COCE	Comando Central
DANE	Departamento Administrativo Nacional de Estadística
DAS	Departamento Administrativo de Seguridad (d'Etat)
DEA	Drug Enforcement Administration (Département Américain Antidrogue)
DIH	Derecho International Humanitario
ECOPETROL	Empresa Colombiana de petroleos
ELN	Ejercito de Liberation Nacional
EPL	Ejercito Popular de Liberacion
ETA	Euskadi ta Askatasuna
FARC	Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia
FFMM	Fuerzas Militares (de Colombie)
FFAA	Fuerzas Armadas (de Colombie)
GAI	Grupos Armados Ilegales (Groupes armés illégaux)
IEPRI	Instituto de Estudios Politicos y Relaciones Internacionales –
IRA	Irish Republican Army (Armée Républicaine d'Irlande)
M-19	Movimiento 19 de Abril
MAS	Muerte a Secuestradores
ONU	Organisacion de Naciones Unidas
PIB	Producto Interno Bruto
UP	Union Patriotica
UTC	Unidades Tacticas de Combate

ANNEXE 2

LISTE DES CARTES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES

CARTES

Carte N° 1.1	Localisation géographique de la Colombie et du département d'Arauca	5
Carte N° 1.2	Distribution spatiale des actions violentes effectuées par l'ELN pendant la période 1985-1994.	13
Carte N° 1.3	Distribution spatiale des actions violentes effectuées par l'ELN pendant la période 1995-2002	15
Carte N° 1.4	Zones d'expansion et de repli des FARC	18
Carte N° 1.5	Distribution spatiale des actions violentes effectuées par les FARC pendant la période 1985-1994	20
Carte N° 1.6	Distribution spatiale des actions violentes effectuées par les FARC pendant la période 1995-2002	22
Carte N° 1.7	Localisation générale des groupes armés illégaux	26
Carte N° 2.1	Localisation de l'oléoduc Caño Limon et localisation des groupes armés illégaux	28
Carte N° 2.2	Implantation de l'Armée colombienne et des GAI dans la région d'Arauca	33
Carte N° 2.3	Frontières du département d'Arauca avec le Venezuela	36
Carte N° 2.4	Cultures illicites et zones d'implantation des GAI en Arauca	38
Carte N° 2.5	Couloirs de transit de la drogue	38

ANNEXE 2 (Suite)

TABLEAUX

Tableau N° 1:	Organisation des FARC	17
Tableau N° 2 :	Organisation des groupes armés illégaux en Arauca	26
Tableau N° 3 :	Financement des groupes armés illégaux par le trafic de drogue	34
Tableau N° 4	Comparaison entre objectifs stratégiques	57

GRAPHIQUES

Graphique N° 1	Evolution de l'ELN (1966 – 2002)	14
Graphique N° 2 :	Evolution des FARC (1966 – 2002)	21
Graphique N° 3 :	Croissance des Groupes d' Autodéfense 1982-2002	23
Graphique N° 4	Taux des homicides entre 1990 et 2001	25
Graphique N° 5	Attaques contre l'oléoduc Caño Limón-Coveñas 1986 - 2002	30
Graphique N° 6	Croissance des groupes armés illégaux et croissance des cultures illicites (1980 – 2002)	35
Graphique N°7	Opinion à l'égard des principaux acteurs et institutions en Colombie	41
Graphique N° 8	Axes stratégiques	66

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- CHAUPRADE , Géopolitique, Paris ; Institut de Stratégie Comparée EPHE IV – Sorbonne, Economica éditions, 2003.
- COUTAU-BÉGARIE Hervé, Traité de Stratégie, Paris ; Institut de Stratégie Comparée EPHE IV – Sorbonne, Economica 3 édition, 2002.
- ROCHE Jean-Jacques, Théories de la sécurité, Paris ; Editions Montchrestien, 2002.
- Von CLAUZEWITZ Carl, De la Guerre, Paris, les Editions de Minuit, 1992.

OUVRAGES EN ESPAGNOL

- OBSERVATORIO del Programa de Derechos Humanos y DIH de la Vicepresidencia de la Republica de Colombia, Panorama actual de Arauca y Casanare , Bogota ; junio 2002.
- DEPARTAMENTO Nacional de Planeacion , « Plan Nacional de Desarrollo 2002 – 2006 Hacia un Estado comunitario”, República de Colombia, Plan Nacional de Inversiones 2003-2006.
- DUQUE GOMEZ Diana, Una guerra irregular entre dos ideologías, Bogotá ; Intermedio, Editores , 1991.
- DEAS Malcom et LLORENTE Maria Victoria (comp), Reconocer la Guerra para Construir la Paz , Bogotá ; CEREC, Uniandes, 1997.
- GONZALES Fernando et autres. Violencia política en Colombia. De la nación fragmentada a la construcción del Estado , Bogotá ; CINEP, Centro de Investigación y educación popular, julio 2003.
- INFORME Nacional de Desarrollo Humano, El conflicto, Callejón con Salida, Colombia ; PNDH, 2003.
- KAALULAMBI PONGO Martin et autres, Bogotá ; IEPRI, Université Nationale de Colombie, en coédition avec Alfaomega Colombiana S.A., 2003.
- MAO TSE TOUNG, Selección de Escritos Militares, Pekin ; Ediciones Lenguas Extranjeras 1964.
- PECAUT Daniel, Midiendo fuerzas. Balance del primer año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez, Bogotá ; Editorial Planeta, août 2003.

- PIZARRO LEONGOMEZ Eduardo y otros, Terrorismo y Seguridad, Bogota ; Editorial Planeta, janvier 2003.
- ROMERO Mauricio, Paramilitares y autodefensas 1982-2003. Bogotá ; Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, IEPRI, Planeta Colombiana, S.A., 2003.
- SANTOS PICO Jose, El ejercito en la guerra irregular de Colombia, Bogotá ; Imprenta Fuerzas Militares , septembre 2002.
- RAMIREZ Socorro et otros, El Plan Colombia y la Internacionalizacion del conflicto, Bogota ; Instituto de Estudios Politicos y Relaciones Internacionales – IEPRI., Universidad Nacional de Colombia, Editorial Planeta, , août 2001.
- PRESIDENCIA de la Republica. Ministerio de Defensa Nacional. Politica de Defensa y Seguridad Democratica, Republica de Colombia, 2003.
- TORRES DEL RIO Cesar, Seguridad y Fuerzas Militares, Bogotá ; Editores ,1999.
- VARGAS MESA Ricardo, Drogas, Conflicto armado y desarrollo alternativo, una perspectiva desde el sur de Colombia, Bogotá ; patronné par l’Ambassade d’Allemagne en Colombie, Accion Andina Colombia, Juin 2003

OUVRAGES EN ANGLAIS

- GRAY Colin S., Modern Strategy, Grande Bretagne; OXFORD University Press. 1999.
- HAAS Richard N., The Reluctant Sheriff. The United States After the Cold War, New York ; Council on Foreign Relations, 1997.
- KISSINGER Henry, Does America need a foreign policy. Toward a diplomacy for the twenty-first century?Editorial The Free Press, Etats-Unis, 2002.
- Martín Navias and Tim Moreman, Limited War and Developing Countries, New York, OXFORD University press, 1994.
- PEÑATE G Andrés, Arauca : Politics and oil in a colombian province, M,Phil. Thesis in Latin American Studies ; Universidad of Oxford St. Antony’s College USA, 1991.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- ECHANDIA Camilo, « Les dimensions territoriales du conflit armé », Problèmes d’Amérique Latine, n° 44, printemps 2002.
- PÉCAUT Daniel, « Guerre, processus de paix, polarisation politique », Problèmes d’Amérique Latine, n° 44, printemps 2002.

ARTICLES DE REVUES EN ESPAGNOL

- ORTIZ Carlos Miguel, « Actores armados, territorios y poblaciones » Bogotá ; Análisis Político N° 42 Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, Janvier - avril 2001.
- RANGEL Alfredo, « Colombia : guerra irregular en el fin de siglo », Bogotá ; Análisis Político, N° 28 Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, mai - août 1996.

ARTICLES DE PRESSE EN ESPAGNOL

- AFP, « Autoridades venezolanas capturaron a presunto comandante del frente Domingo Laín del Eln » El Tiempo, 16 septembre 2003.
- Centro de Noticias del Estado, « Se reanuda el bombeo en Caño Limon », El Tiempo, 15 juillet 2003.
- « Destruídos 45 laboratorios para procesar coca en Arauca » El Tiempo, 28 octubre 2003.
- « El Nuevo Herald hace nuevas denuncias contra Hugo Chávez por protección a la guerrilla colombiana », El Tiempo 4 janvier 2004.
- « El presidente Uribe estuvo en Arauca dirigiendo personalmente los Consejos de Seguridad », El Tiempo, 17 juin 2003.
- « *El 85 por ciento de los secuestros de Venezuela ha ocurrido en la frontera con Colombia* », EL Tiempo 4 août 2003
- FISCALÍA DE LA NACIÓN, « Carrusel de Contratos en Saravena. Desviaciones de Regalías » NACIÓN, 28 février 2004.
- « *Fundación Seguridad y Democracia dice que revolución militar requiere acabar brigadas y divisiones* » , El Tiempo, 23 noviembre 2003.
- « Gobierno pone en marcha primer batallón móvil para vigilar frontera con Venezuela », El Tiempo, 4 août 2003.
- « Montesinos responde por las armas para las FARC » El Tiempo, 20 janvier 2004
- « Relaciones en Peligro », El Tiempo 8 mars 2000.

INTERVIEWS

- 18 interviews réalisées auprès d'ex-guérilleros entre janvier 2001 et juin 2002, période au cours de laquelle l'auteur était Commandant du Batallon de Ingenieros N°18 Rafael Navas Pardo à Tame, département d'Arauca – Colombie.

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : EVOLUTION SPATIALE DU CONFLIT ARMÉ	6
11. L'ELN et les FARC : Acteurs armés en expansion	6
12. Evolution des groupes : la quête du territoire, ressource stratégique des acteurs.	9
121.L'ELN, du clientélisme armé au financement déprédateur	9
122.Les FARC, un acteur en expansion	16
123. Les AUC entrent dans le conflit	23
DEUXIEME PARTIE : CONFLITS D'INTERETS GEOPOLITIQUES ET EVOLUTION DES GROUPES ARMES ILLEGAUX	27
21. Une ressource énergétique en danger	27
22. La lutte pour le contrôle du trafic de drogue	34
23. Evolution actuelle des groupes armés illégaux	40
241. Guérilla de Restauration ?	40
242. Guérilla de Subversion ?	42
243. Groupes de Narcotrafiquants ?	43
244. Groupes Terroristes?	44
TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DU GOUVERNEMENT ET RECOMMANDATIONS	47
31. Politique de sécurité dans la région d'Arauca et internationalisation du conflit	47
311. La Politique de Défense et de Sécurité Démocratique	49
312. Stratégies internationales de la politique de sécurité et « Plan Colombia »	51
313. Quelques résultats de la politique de sécurité du gouvernement	53
32. Propositions dans le cadre de la politique de sécurité démocratique	55
321. Premier axe stratégique: vers un contrôle du territoire	59
322. Deuxième axe stratégique : isoler les groupes armés illégaux de la population civile	63
323. Troisième axe stratégique : contrôler l'économie de guerre	64
324. Quatrième axe stratégique : la diplomatie au service de la sécurité des frontières	64
325. Cinquième axe stratégique : développement et protection des populations	65
CONCLUSION	68

ANNEXES :		
Annexe 1 :	Sigles et acronymes	71
Annexe 2 :	Liste des cartes,tableaux et graphiques	72
BIBLIOGRAPHIE		74

